1er BAROMÈTRE DE LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Des acteurs engagés pour la filière locale

Edition 2022

CONSEIL NATIONAL
POUR LA
RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Edito

Le Baromètre de la Résilience alimentaire des territoires présente sa deuxième édition dans un contexte où les crises se multiplient, qu'elles soient d'origine climatique, énergétique ou politique. La précarité alimentaire est une réalité très concrète pour des millions de personnes en France. Un quart de nos agriculteurs et agricultrices vit sous le seuil de pauvreté. Mais cette réalité n'est pas une fatalité !

La France est riche ! Riche d'hommes et de femmes engagés, riche d'innovations, riche d'expertise, riche de terroirs et de ressources. Tous les ingrédients sont là pour que la résilience alimentaire devienne une réalité !

Le 1er Baromètre de la résilience alimentaire des territoires, créé en 2021, a pour ambition d'œuvrer en ce sens. En fournissant des indicateurs objectifs et des exemples concrets de solutions opérationnelles à l'échelle des territoires, il se veut autant outil de compréhension que source d'inspiration. Développer l'agroécologie, favoriser les circuits courts, adapter nos outils logistiques à une transformation plus proche de nos fermes : des solutions existent déjà pour nourrir durablement nos territoires. Il s'agit de les faire mieux connaître, de les connecter entre elles et de les mettre en œuvre sans plus attendre.

L'été 2022 a été marqué par des épisodes climatiques extrêmes sur le territoire français : sécheresses, inondations, incendies. Il nous a donc semblé essentiel d'intégrer dans le baromètre trois nouveaux indicateurs prenant en compte ces risques (pages 14 à 16). Nous avons pu le faire grâce aux données fournies par Risk Weather Tech, spécialiste en modélisation climatique. Dans cette recherche constante d'éléments mesurables, nous avons également ajouté, avec l'Agence Bio, des données sur les surfaces et la population agricoles engagées en agriculture biologique (pages 8 et 13).

Le baromètre est un outil collaboratif qui vit et évolue grâce à des acteurs engagés qui partagent leurs données et co-construisent des indicateurs. Vous voulez vous aussi participer à la construction de cet outil ? Rejoignez-nous ! La résilience alimentaire est nécessaire et désirable : elle se construit ensemble.

Hermine Chombart de Lauwe - Déléguée générale du CNRA

Le Baromètre : un outil de mesure et de pilotage au service des acteurs et actrices engagé.es pour la filière locale

Ce Baromètre est conçu pour être un outil d'information et de pilotage de la résilience alimentaire des territoires.

Comment est-il construit ?

Ce Baromètre est co-construit avec des acteurs et actrices de l'écosystème alimentaire en France, qu'il s'agisse de la source des données ou de leur compilation. Il fait la synthèse de données et d'indicateurs existants (cf. Méthodologie page 25).

Le Baromètre a vocation à être mis à jour et évoluer chaque année. Chaque nouvelle édition est présentée à l'occasion de la Journée parlementaire de la Résilience alimentaire des territoires, un événement organisé par le CNRA.

À quoi sert-il ?

Le Baromètre sert à la fois à mettre en lumière les indicateurs qui existent déjà et à harmoniser les données collectées afin de les rendre lisibles et compréhensibles. Actualisé annuellement, il sert d'outil de pilotage pour mesurer l'impact des projets agroalimentaires. Pas de progrès sans mesure !

La résilience alimentaire d'un territoire, telle que présentée dans ce Baromètre, repose sur trois piliers :

- la production alimentaire
- le respect des écosystèmes
- l'accès à une alimentation locale

Comprendre les points forts et les vulnérabilités de sa chaîne de valeur sur un territoire permet de s'engager efficacement dans la voie de la résilience alimentaire.

Quel est son objectif final ? À qui est-il destiné ?

L'objectif final consiste à permettre aux décideurs, décideuses, acteurs et actrices locaux de s'emparer des données du Baromètre pour passer à l'action sur leurs territoires.

Il cherche également à faciliter le partage de bonnes pratiques entre territoires. Des initiatives locales d'ores et déjà mises en place sont présentées et sont autant de sources d'inspiration concrètes.

Ce Baromètre est accessible par tous et toutes car c'est aussi par les actions citoyennes que la résilience alimentaire de notre pays se mettra en place. Chaque personne doit pouvoir comprendre ces enjeux et s'en saisir.

Sommaire

1 – Les indicateurs de la résilience alimentaire

4

1 – La production alimentaire

5

> L'adéquation entre la production et la consommation d'un territoire

6

> La production agricole : photographie et évolution

7

> La production agricole : la population installée en Bio

8

> Initiatives territoriales et actions citoyennes

9

2 – Le respect des écosystèmes

11

> La politique foncière : surfaces agricole et artificialisation

12

> Les pratiques agricoles durables : la certification Agriculture Biologique

13

> Risques et aléas climatiques : les incendies

14

> Risques et aléas climatiques : la sécheresse des sols

15

> Risques et aléas climatiques : les inondations

16

Les indicateurs de la résilience alimentaire

L'adéquation entre la production et la consommation d'un territoire

Indicateur permettant d'évaluer la capacité d'un territoire à subvenir aux besoins alimentaires de sa population

La population agricole : photographie et évolution

Indicateur mettant en lumière la part d'actifs agricoles dans chaque territoire, ainsi que son évolution

La population agricole : la population installée en Bio

Indicateur mettant en lumière la part d'actifs agricoles ayant une exploitation labellisée Bio ou en conversion.

La politique foncière : surface agricole et artificialisation

Indicateur comparant la surface agricole et les besoins alimentaires d'une population, en tenant compte de la politique d'artificialisation des sols

Les pratiques agricoles durables : la certification Agriculture Biologique

Indicateur permettant d'évaluer le niveau de mise en œuvre de pratiques agricoles biologiques au niveau des territoires

Risques et aléas climatiques : La sécheresse des sols

Indicateur exprimant l'humidité de la surface des sols afin de mettre en lumière le risque de sécheresse

Risques et aléas climatiques : les incendies

Indicateur totalisant les superficies brûlées dans le passé afin de rendre compte du risque d'incendies par département

Risques et aléas climatiques : les Inondations

Indicateur calculant le risque de faire face à un événement d'inondation par l'étude de la pluviométrie exceptionnelle passée

La présence de réseaux de distribution en circuit de proximité

Indicateur illustrant la densité de la distribution alimentaire en vente directe en France

La présence d'équipements de transformation

Indicateur illustrant la densité de l'équipement de transformation alimentaire (abattoirs, moulins, légumeries, ateliers collectifs de découpe de viande) en France

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

Indicateur présentant tous les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) mis en place sur le territoire Français

1 La production alimentaire

Penser la résilience alimentaire ne peut se faire sans réfléchir à l'amont : la production agricole.

Pour pouvoir proposer une alimentation saine, de qualité, locale et durable, il est crucial de s'assurer que la capacité de production agricole existe, mais aussi qu'elle est pérenne et diversifiée.

Pour qu'un territoire soit considéré comme résilient, il doit pouvoir **subvenir aux besoins alimentaires** de sa population.

Cette capacité de production agricole doit être **suffisante, diversifiée et durable**. Cet équilibre alimentaire se traduit par une répartition entre les familles d'aliments.

Au-delà des terres et des cultures, la souveraineté alimentaire passe par **les femmes et les hommes** qui travaillent dans l'agriculture (avec un accent mis sur l'agriculture biologique). **La population agricole et son évolution** sont clés pour l'autonomie d'un territoire.

Pour aller plus loin

Téléchargez le guide *Vers la résilience alimentaire* de l'association Les Greniers d'Abondance

L'adéquation entre la production et la consommation d'un territoire

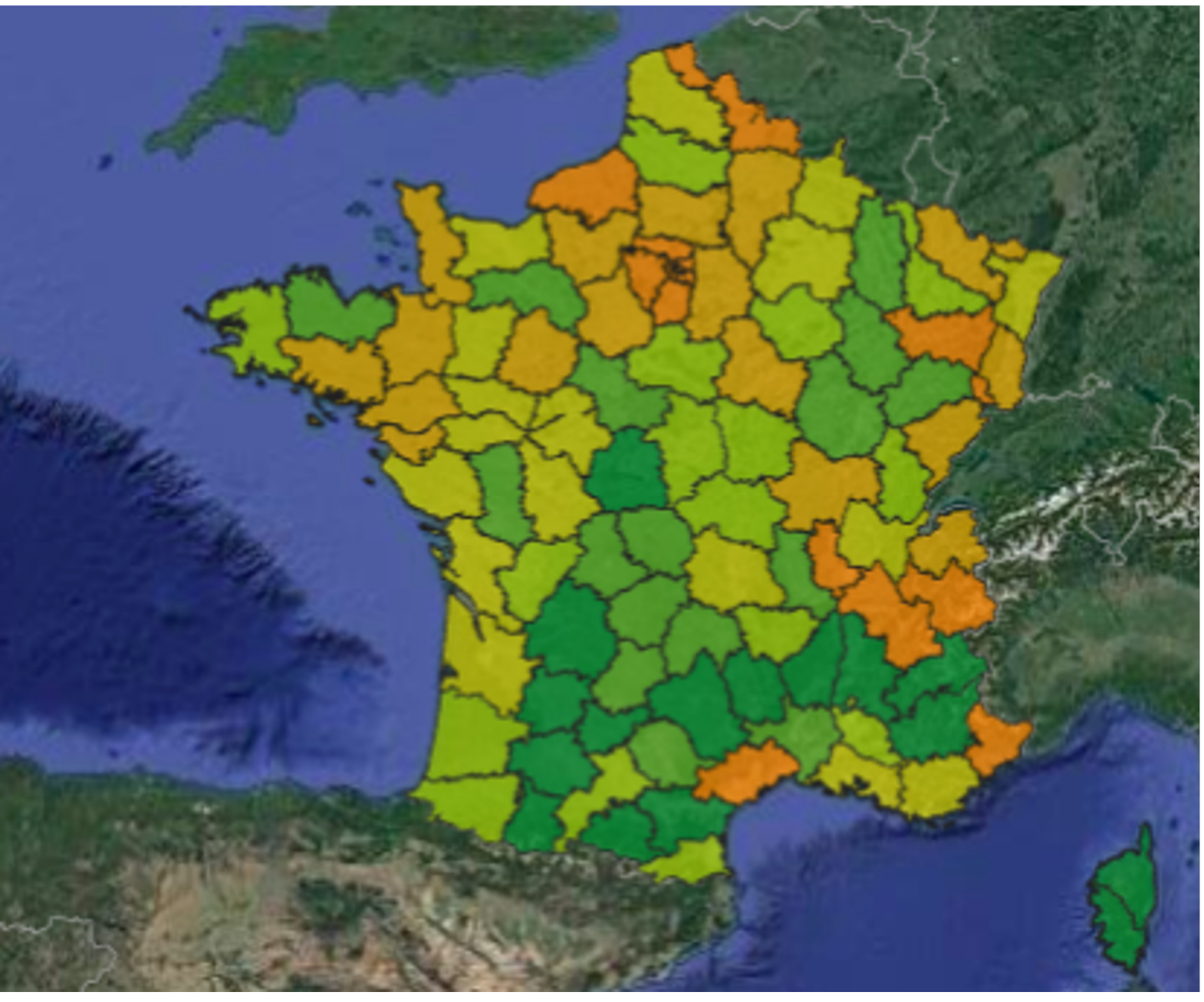
Cet indicateur permet d'évaluer la capacité d'un territoire à subvenir aux besoins de sa population.

Pour chaque famille d'aliments (céréales, fruits et légumes, oléo protéagineux, viandes, etc.), la production agricole du territoire est mise en regard des besoins nutritionnels de ses habitants.

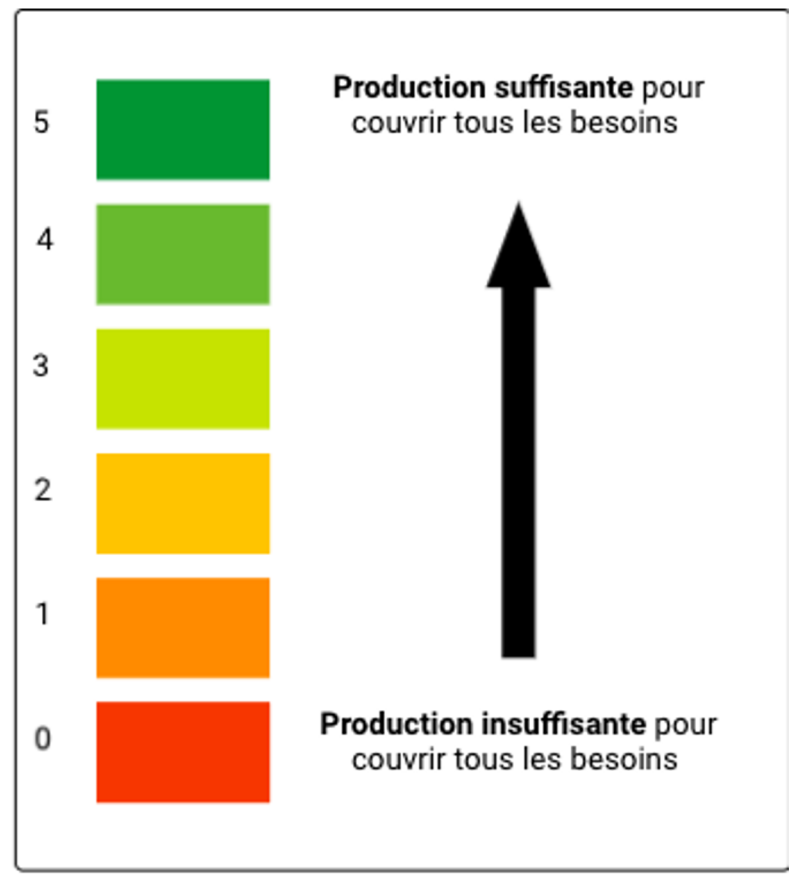
Ces besoins sont établis sur la base d'une assiette moyenne diversifiée. La production excédentaire d'un type d'aliment ne compense donc pas un déficit.

Les flux logistiques et les dynamiques d'importation depuis d'autres territoires ne sont pas pris en compte dans cette approche théorique de la consommation d'un département.

Les données proviennent du projet CRATer (Calculateur pour la Résilience alimentaire des territoires) développé par l'association Les Greniers d'Abondance (données consultées le 01/09/2022).



Légende



› Champ : France entière (hors DROM)

› Source : Indicateur CRATER par Les Greniers d'Abondance, *Licence CC BY-NC 2.0*

La population agricole : photographie et évolution

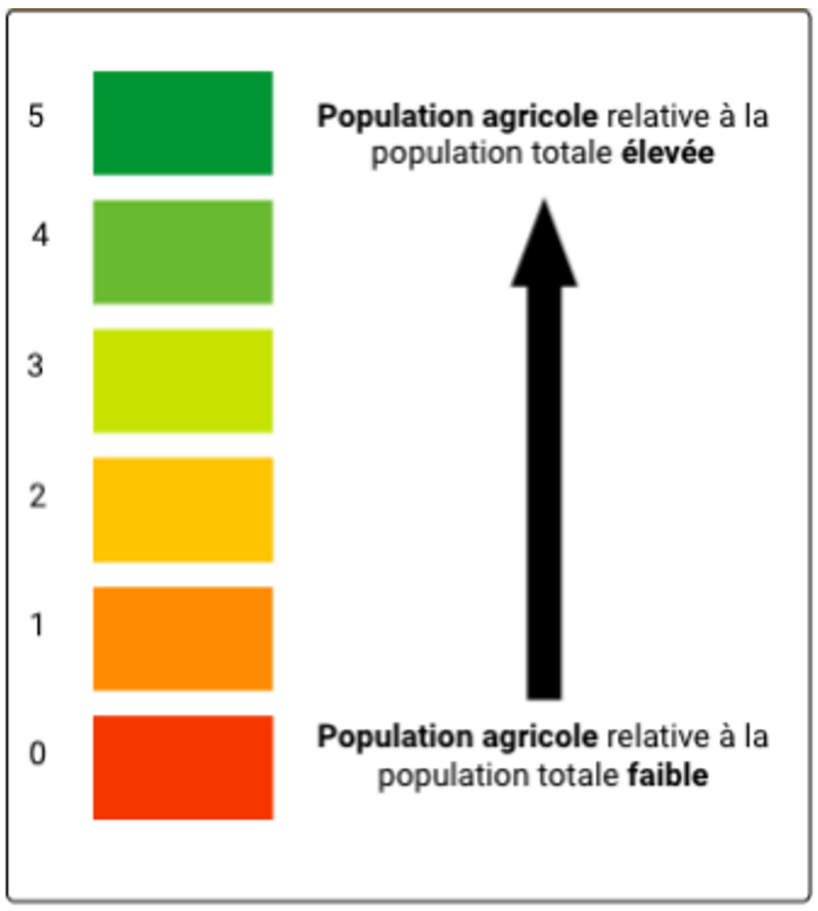
La part de l'emploi agricole a fortement baissé et est passée en 30 ans de plus de 7 % de la population active à moins de 1,5 % en 2019 (source INSEE). Cette population est également vieillissante puisqu'elle est à moitié composée de personnes âgées de plus de 50 ans.

Cet indicateur met en lumière la part d'actifs agricoles permanents dans la population du territoire par rapport à la moyenne nationale. Pour rendre compte de la dynamique d'évolution, le score obtenu par département est ajusté avec un bonus ou un malus en fonction de l'évolution de cette part d'actifs agricoles observée entre 1990 et 2010.

Nous pouvons ainsi identifier les départements à risque et ceux où la dynamique est plus positive.

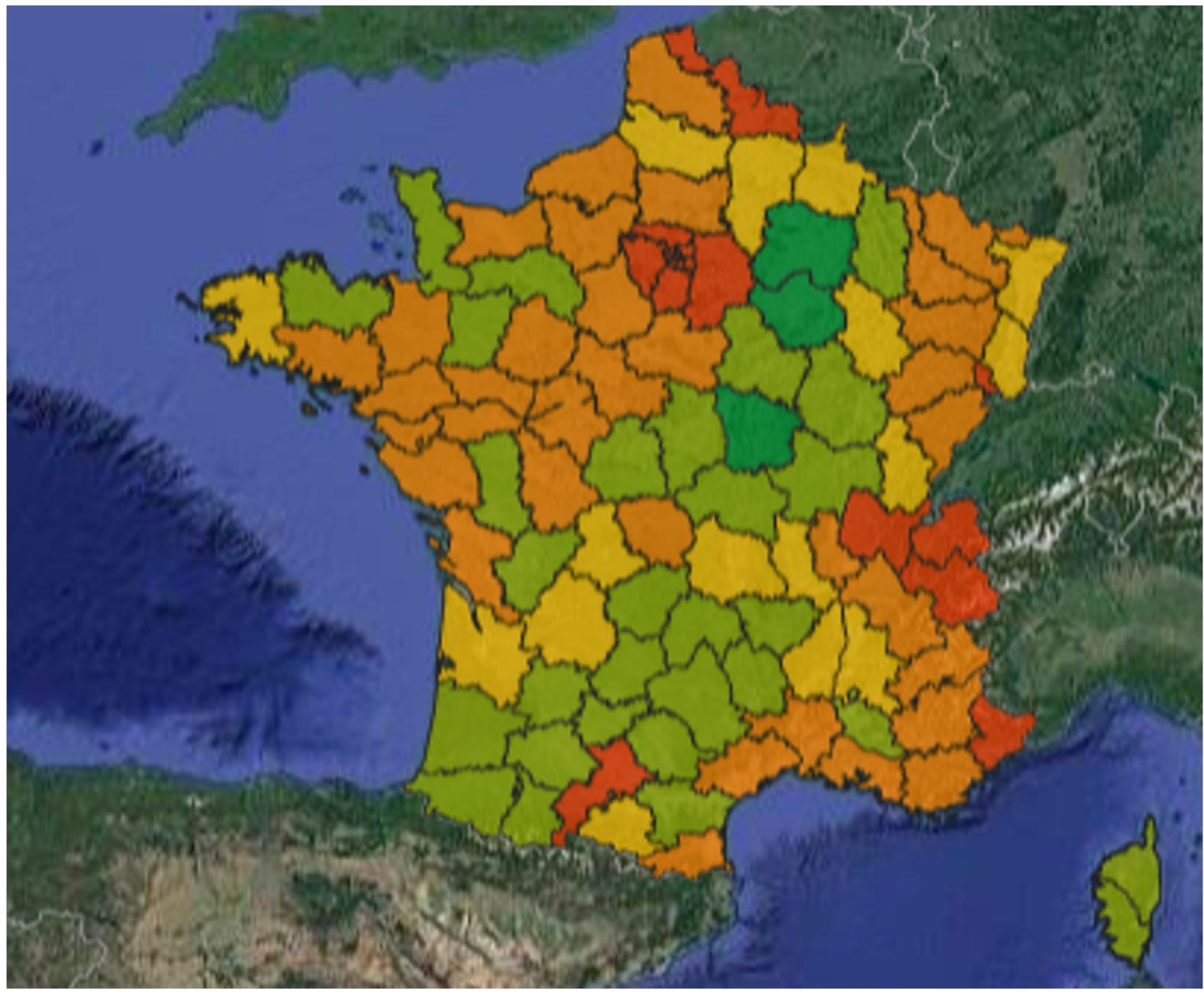
Les données proviennent du projet CRATer (Calculateur pour la Résilience alimentaire des territoires) développé par l'association Les Greniers d'Abondance (données consultées le 01/09/2022).

Légende



› Champ : France entière (hors DROM)

› Source : Indicateur CRATER par Les Greniers d'Abondance, *Licence CC BY-NC 2.0*



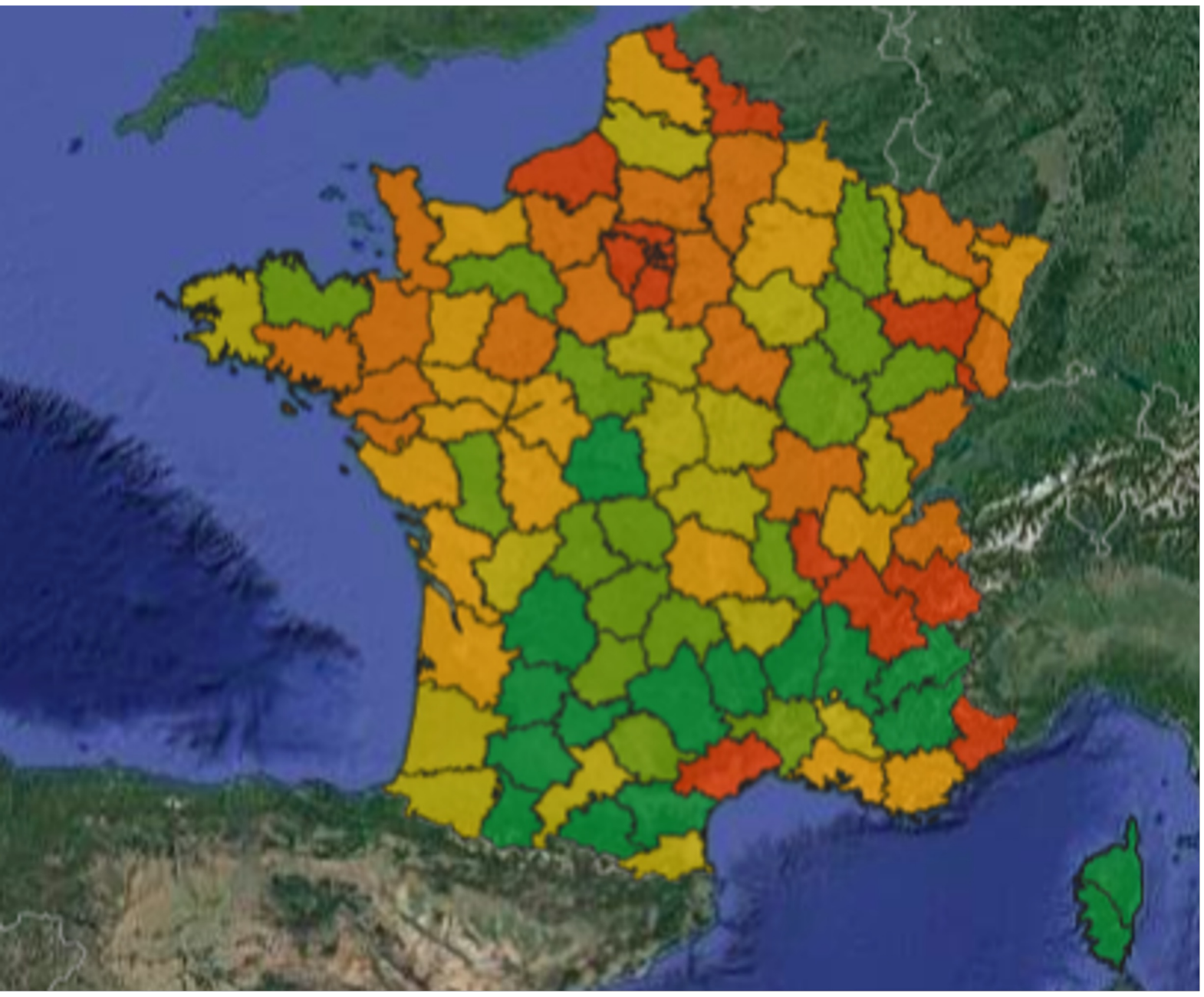
La population agricole : la population installée en Bio

En 2020, le cap symbolique des 50 000 exploitations engagées en bio a été franchi. Les organismes certificateurs comptabilisent 53 255 fermes engagées en bio au 1er janvier 2021 (+13 % par rapport à l'année précédente), soit près de 12 % des exploitations agricoles françaises (source : L'Agence Bio).

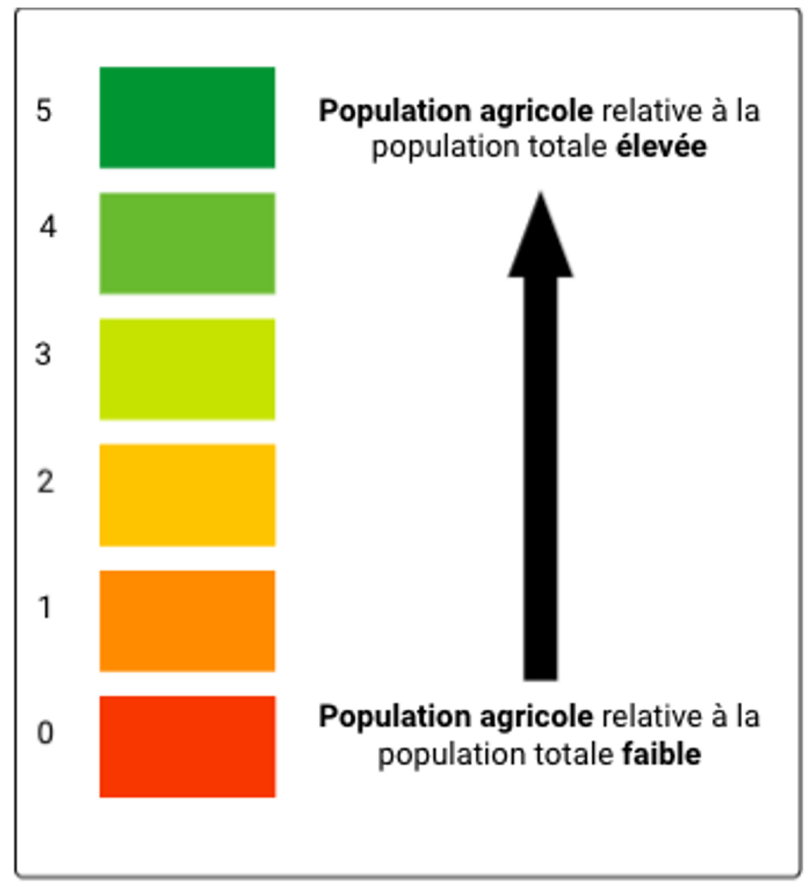
Cet indicateur met en lumière les agriculteurs et agricultrices ayant une exploitation agricole labellisée bio ou en conversion, par département.

Le graphique sous la carte présente l'évolution depuis 2007 de cette population, à l'échelle du territoire (vue par département sur la version en ligne du baromètre).

Les données proviennent de L'Agence Bio (données consultées le 01/09/2022).

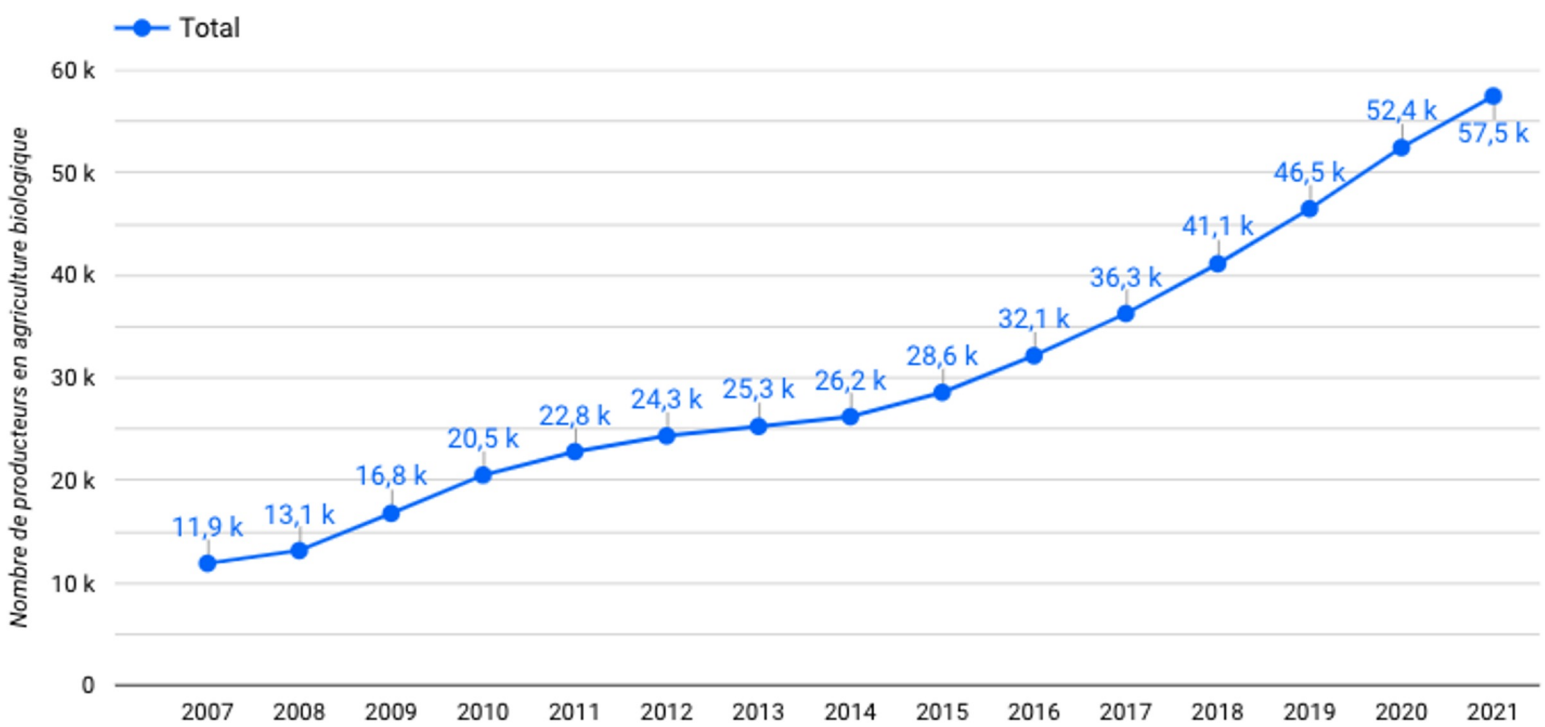


Légende



› **Champ :** France entière (hors DROM)

› **Source :** L'Agence Bio



Évolution du nombre de producteurs et productrices en Agriculture Biologique en France depuis 2007

À Brétigny-sur-Orge, l'ancienne base aérienne 217 (300 hectares) a été cédée à la Communauté d'Agglomération de Cœur d'Essonne. Celle-ci a souhaité consacrer 75 hectares de cet espace à la création d'**une ferme agroécologique pluri-activités**, accompagnée par Fermes d'Avenir. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme SESAME.

Cap Protéines Challenge, idées ou solutions pour innover avec les protéines végétales, est piloté par Terres Inovia en lien avec la plateforme de Manger du sens. Il vise à améliorer la production nationale des cultures riches en protéines et démocratiser leur utilisation en alimentation humaine.

La municipalité de Lagny-le-Sec, dans l'Oise (61) souhaite renforcer l'accès à une alimentation locale et saine pour ses habitant.e.s. Elle a fait appel à l'entreprise NeoFarm pour la conception, l'installation et l'exploitation d'**une ferme maraîchère agroécologique et innovante** sur la commune, pour produire et distribuer des légumes bio et de saison.

Les Nouvelles Fermes produit et vend du poisson et des légumes grâce à une technique vertueuse : l'aquaponie. Fort de deux fermes en activité à Bordeaux, dont **la plus grande ferme d'aquaponie de France à Mérignac**, ils ambitionnent de faire de cette agriculture une des briques du mix agricole français.

Le tiers-lieu Champ des A est un lieu consacré à l'agriculture paysanne durable et à la résilience alimentaire en Drôme provençale. Regroupant différents acteurs.trices et activités (moulin, conserverie, cantine), il a pour vocation d'offrir au territoire les outils et services mutualisés nécessaires à son développement et à sa résilience alimentaire.

Des actions citoyennes pour bâtir notre résilience

> J'investis dans des projets agricoles via des plateformes de financement participatif comme Blue Bees.

> Je visite les fermes du réseau Bienvenue à la ferme pour découvrir les producteurs proches de chez moi et de mes lieux de vacances.

> Je rejoins un jardin partagé via le réseau du Jardin dans Tous ses États.

> J'investis avec Fermes en Vie pour faciliter l'installation des nouvelles générations et encourager la transition agroécologique.

> Je me renseigne sur la politique alimentaire territoriale de ma ville.

2 Le respect des écosystèmes

Le respect des écosystèmes est une clé indispensable de notre résilience alimentaire sur le long terme, qui doit prendre en compte l'avenir des générations futures.

Celui-ci passe par la préservation des terres agricoles de l'artificialisation et par des pratiques culturales permettant de préserver les ressources naturelles.

La préservation des terres agricoles est primordiale pour la résilience d'un territoire. Parce que celle-ci se construit pour l'avenir, il est nécessaire de mettre en place des **méthodes de production respectueuses** des ressources naturelles, du sol et de la biodiversité.

La lutte contre l'artificialisation des sols est un autre enjeu pour nourrir les populations. Elle continue à rogner sur les terres agricoles, malgré les plans d'actions de ces dernières années pour la freiner.

Face à **des aléas climatiques de plus en plus fréquents et violents**, les territoires ne sont pas égaux...

Pour aller plus loin

Découvrez sur leur site le modèle de ferme résiliente du Bec Hellouin avec l'Institut Sylva de l'INRAE.

La politique foncière : surface agricole et artificialisation

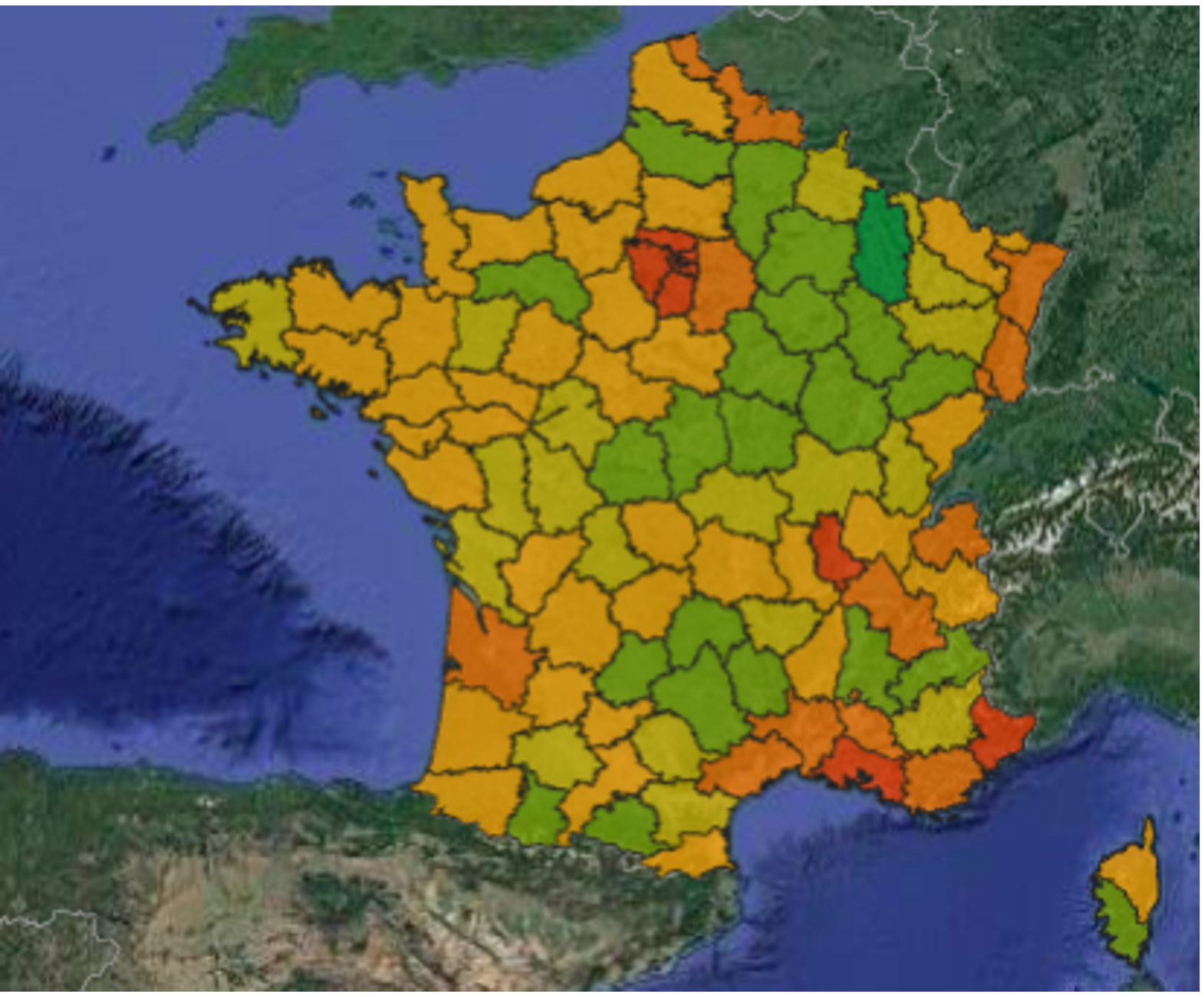
L'artificialisation traduit une perte de fonction naturelle d'un sol. Elle est liée à l'urbanisation et aux différents usages humains des espaces naturels et agricoles.

Elle menace l'agriculture, les productions alimentaires et les écosystèmes. En dix ans, 596 000 hectares ont été artificialisés en France, soit l'équivalent d'un département entier comme le Nord.

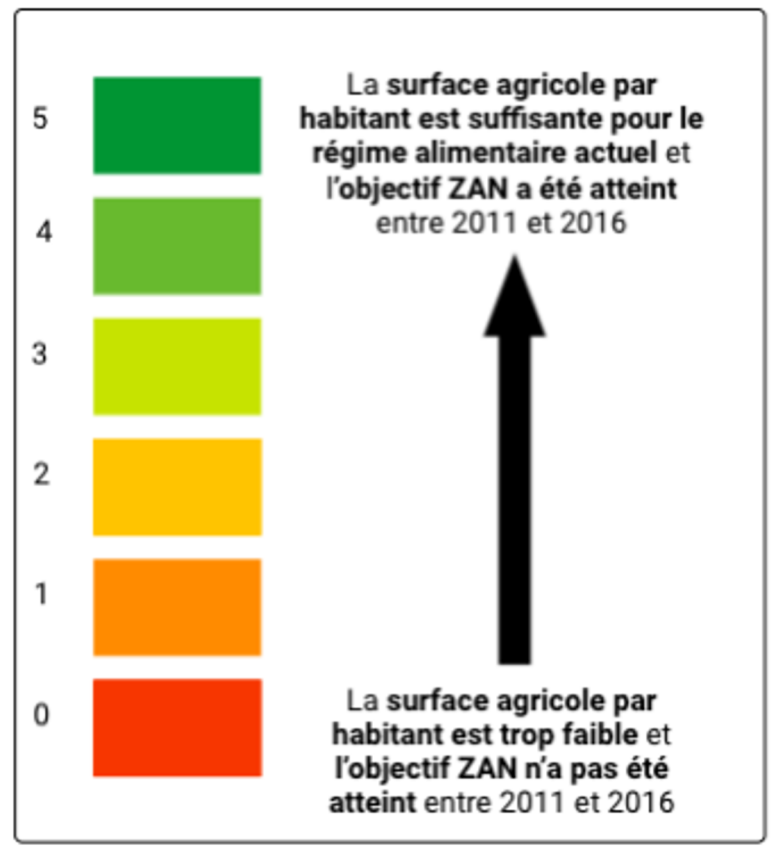
Le plan biodiversité du 4 juillet 2018 département vise justement à freiner l'artificialisation des terres.

Pour qu'un territoire soit résilient, il doit disposer d'une surface agricole suffisante par rapport à sa population totale. Cet indicateur représente la surface agricole utile par habitant.

Les données proviennent du projet CRATer (Calculateur pour la Résilience alimentaire des territoires) développé par l'association Les Greniers d'Abondance (données consultées le 01/09/2022).



Légende



› **Champ :** France entière (hors DROM)

› **Source :** Indicateur CRATER par Les Greniers d'Abondance, *Licence CC BY-NC 2.0*

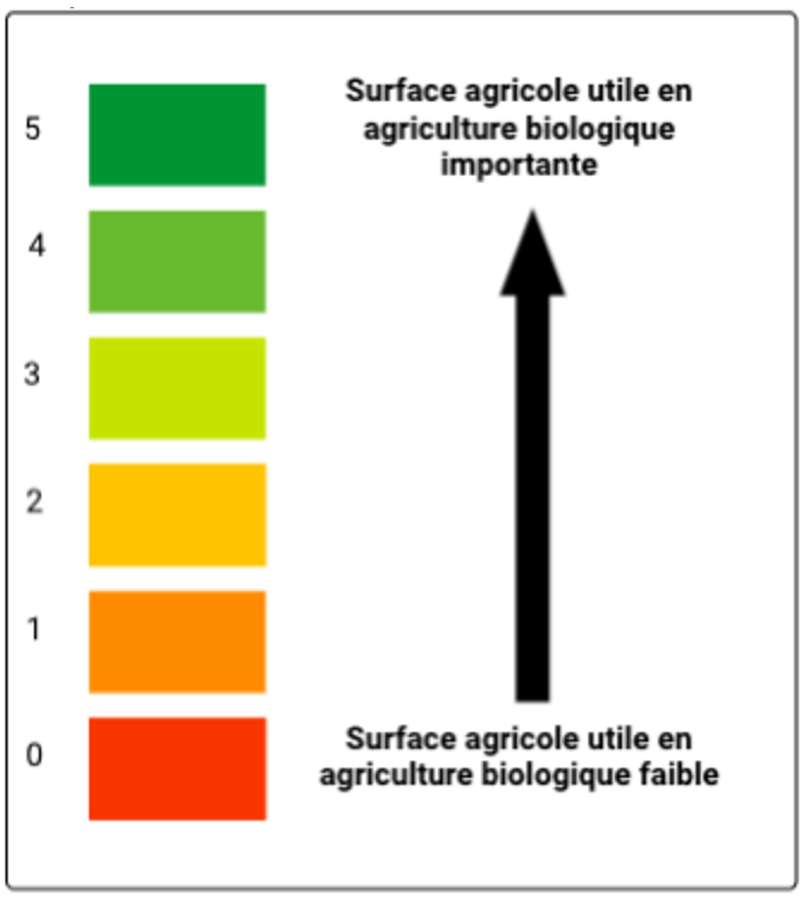
Les pratiques agricoles durables : la certification Agriculture Biologique

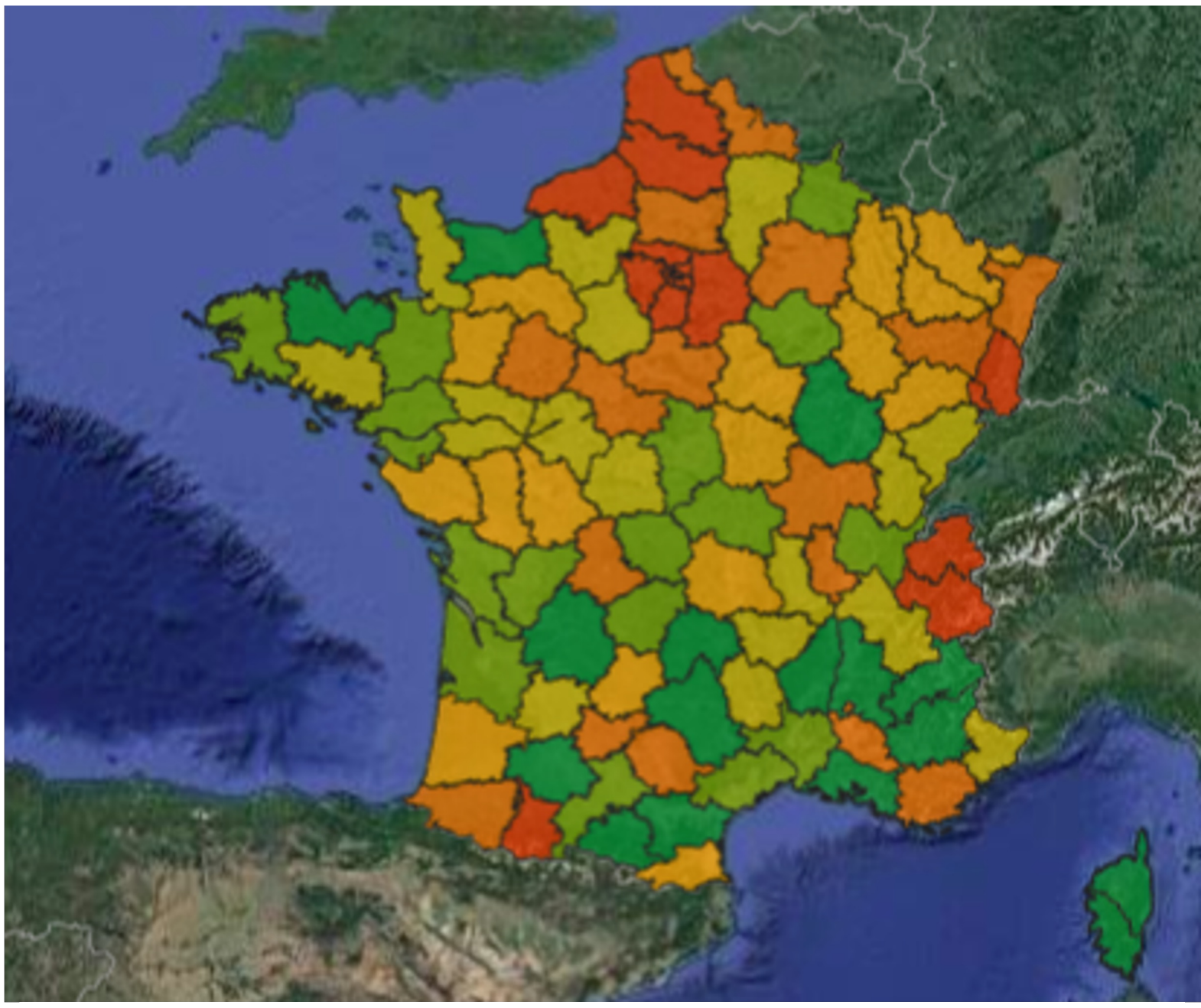
Les pratiques agricoles sont une des clés de la résilience alimentaire sur le long terme, répondant aux impératifs et enjeux présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Pour cela, elles doivent préserver l'environnement et les ressources naturelles, ainsi que la santé et le bien-être des espèces élevées.

Cet indicateur évalue le niveau de mise en œuvre des pratiques durables à travers les surfaces cultivées en Agriculture Biologique. Le graphique sous la carte présente l'évolution depuis 2007 de ces surfaces, à l'échelle du territoire (vue par département sur la version en ligne du baromètre).

Les données proviennent de L'Agence Bio (données consultées le 01/09/2022).

Légende

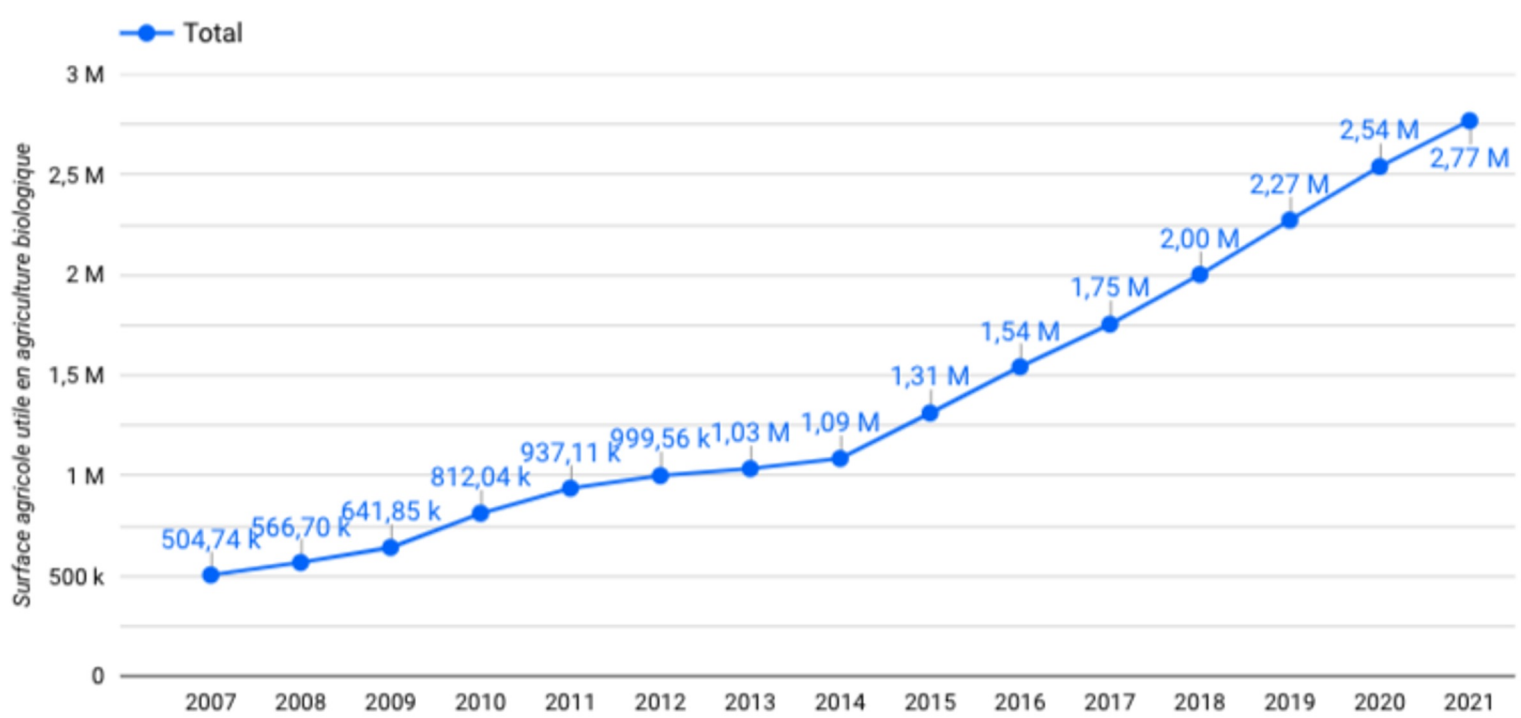




› Champ : France entière (hors DROM)

› Source : L'Agence Bio

Évolution de la surface agricole utile en Agriculture Biologique en France depuis 2007

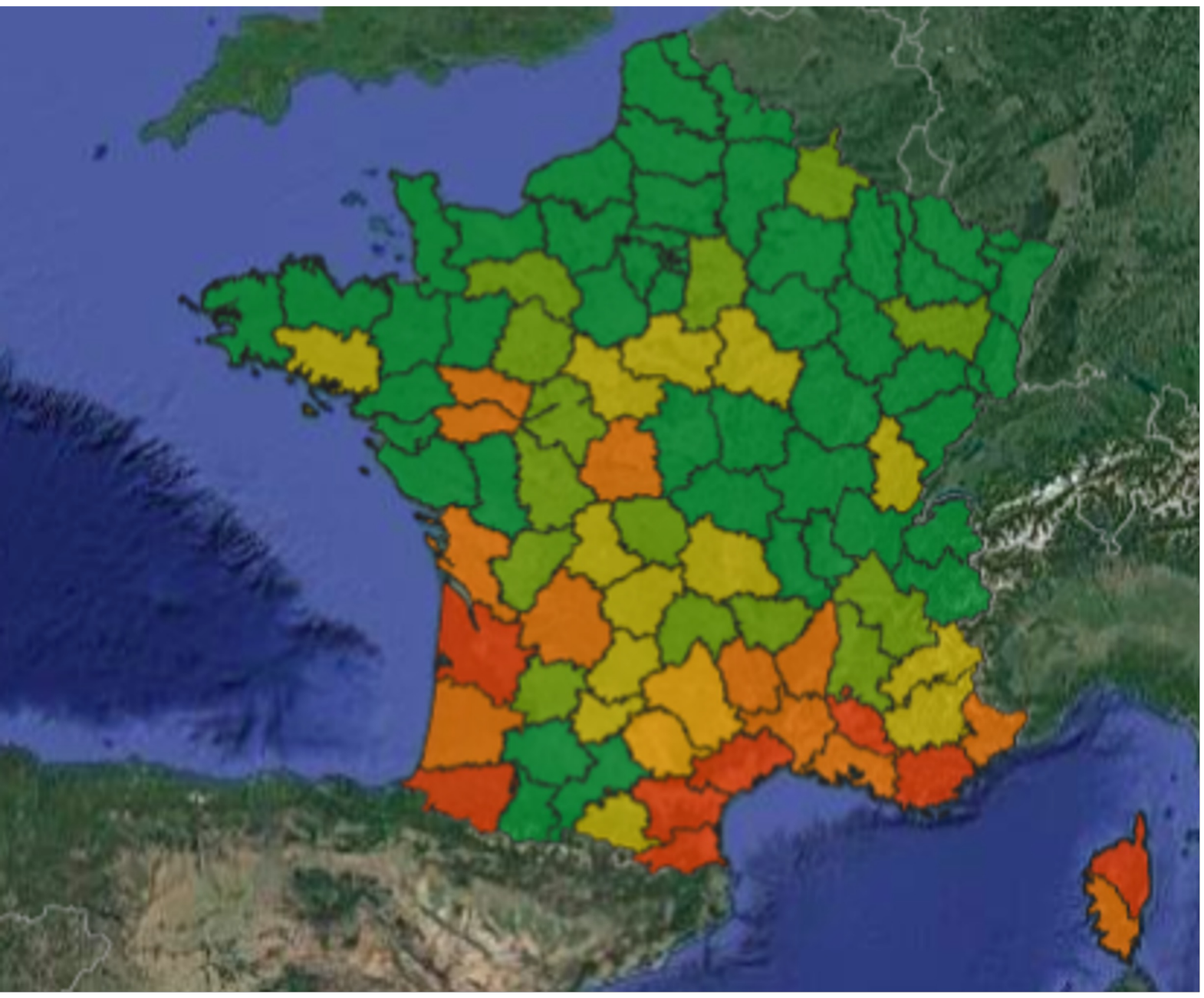


Risques et aléas climatiques : les incendies

Le changement climatique engendre des risques et des aléas qui augmentent en fréquence et en intensité. Difficilement prévisibles, ils menacent à la fois les surfaces de production agricole, les installations et équipements de toute la chaîne de valeur ainsi que les infrastructures logistiques.

Les territoires, qui ne sont pas égaux en termes de vulnérabilité, doivent intégrer ces nouveaux risques à leurs stratégies. Ce premier indicateur de risque climatique permet d'avoir un aperçu du risque d'incendies d'un département par rapport à la surface brûlée par le passé.

Les données sont traitées par [Risk Weather Tech](#) et proviennent du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (données reçues le 22/07/2022).



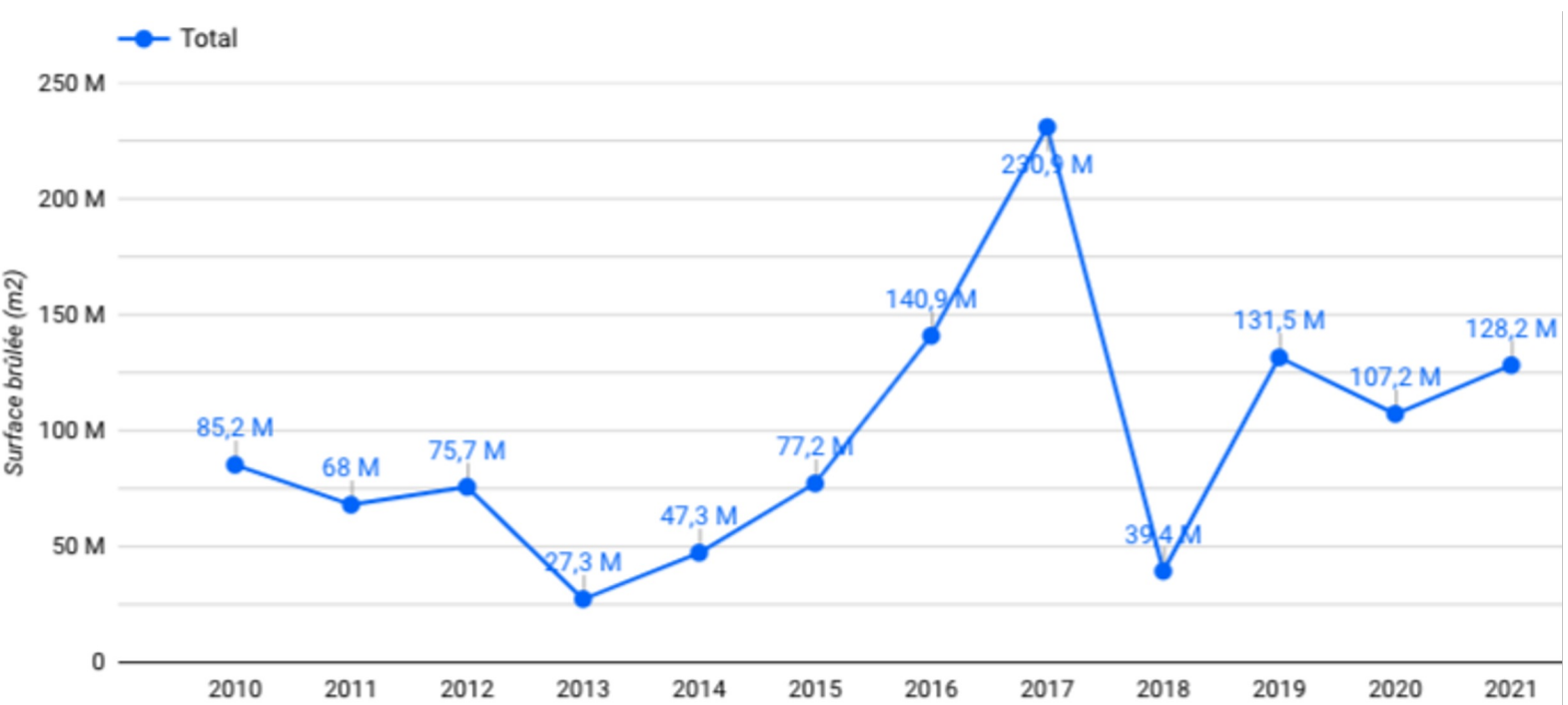
Légende

Surface brûlée (m2) par département en 2021

5	Inférieure ou égale à 35 363 m2
4	Comprise entre 35 363 et 112 000 m2
3	Comprise entre 112 000 et 276 610 m2
2	Comprise entre 276 610 et 588 325 m2
1	Comprise entre 588 325 et 2 018 447m2
0	Supérieure à 2 018 447 m2

› **Champ :** France entière (hors DROM)

› **Source :** Données BDIFF du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation



Évolution de la surface brûlée (en m²) en France depuis 2010

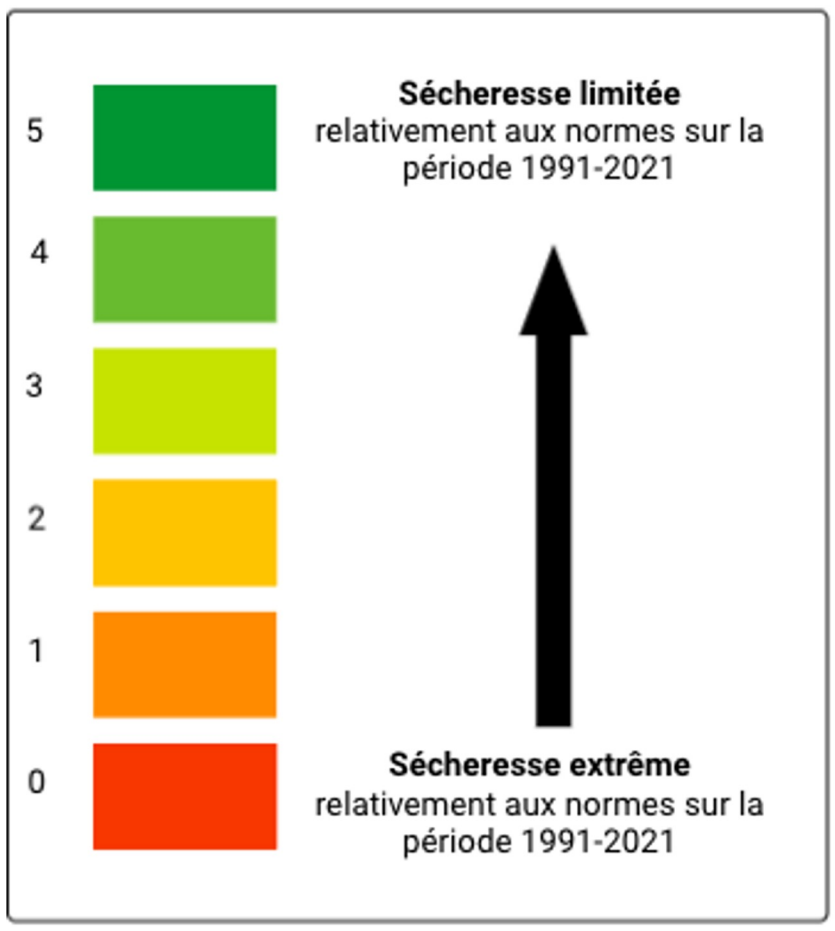
Risques et aléas climatiques : la sécheresse des sols

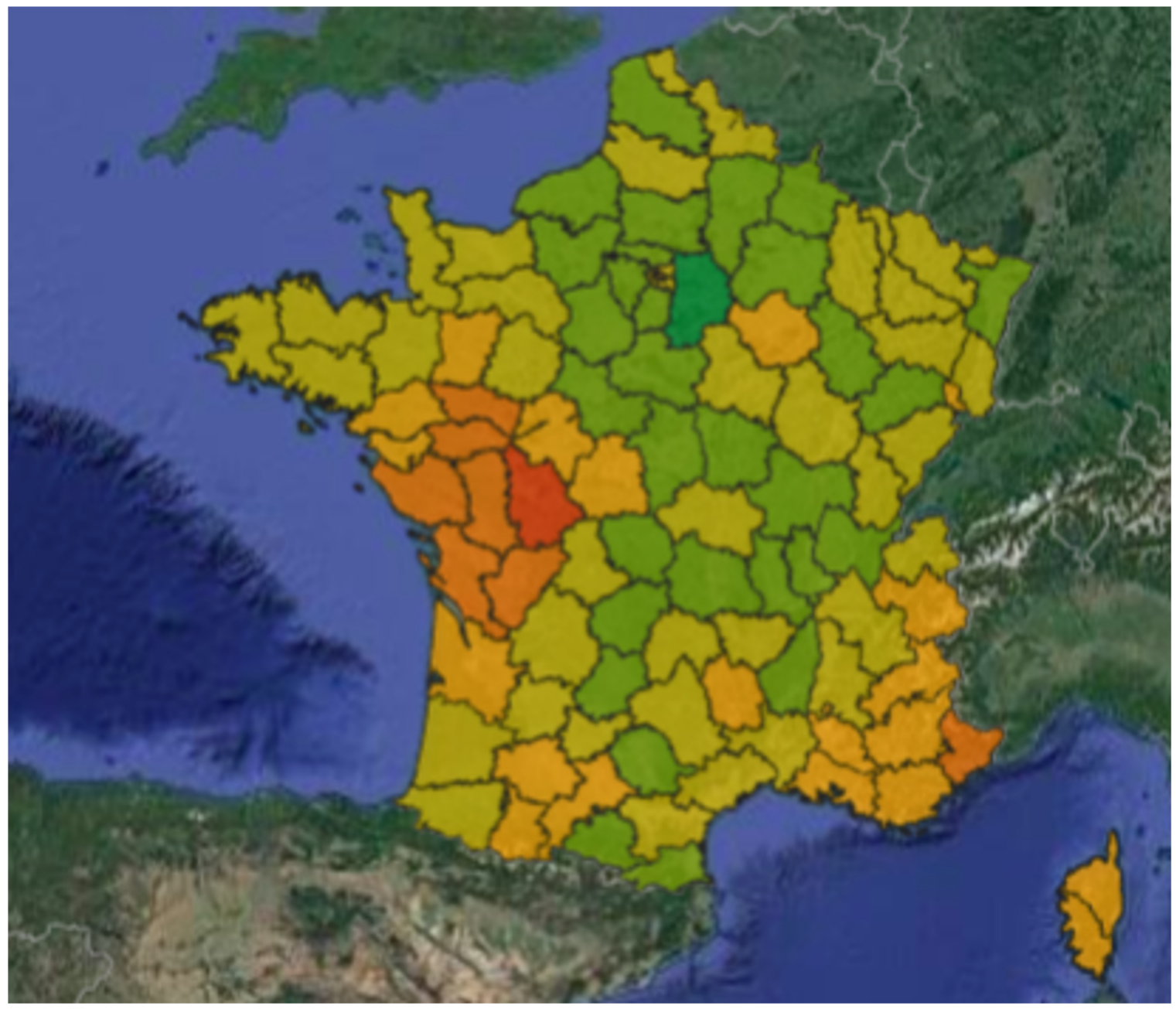
La sécheresse des sols et la ressource en eau sont un véritable enjeu pour l'agriculture, qui consomme environ 70% de l'eau douce à l'échelle mondiale, et 36% en Europe et Asie centrale (source : Banque Mondiale). Les cultures céréalières et maraîchères ainsi que les animaux d'élevage ont besoin d'eau pour leur croissance et pour leur survie : le stress hydrique met donc en danger notre capacité à produire notre alimentation.

Ce deuxième indicateur de risque climatique met en avant les départements ayant subi les sécheresses les plus importantes, et donc les plus à risque d'en subir à nouveau dans le futur.

Les données sont traitées par [Risk Weather Tech]() et proviennent du Centre Européen de Prévision des Crues (EFAS) (2021) (données reçues le 22/07/2022).

Légende

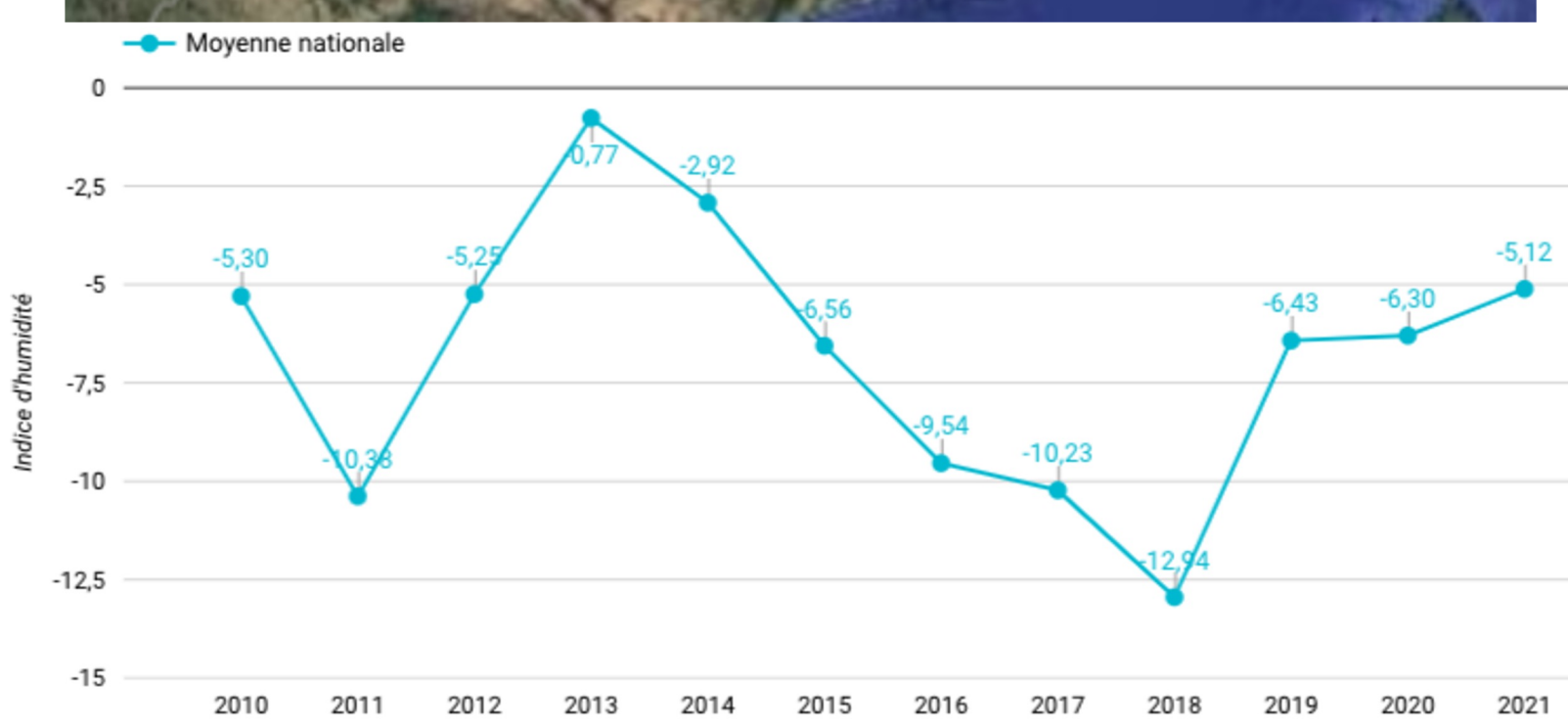




› Champ : France entière (hors DROM)

› Source : Données d'humidité des sols calculées par le Centre Européen de Prévision des Crues (EFAS) (2021)

Évolution de l'humidité sur les périodes sèches en France depuis 2010 à partir de l'écart à la normale sur la période 1991-2021

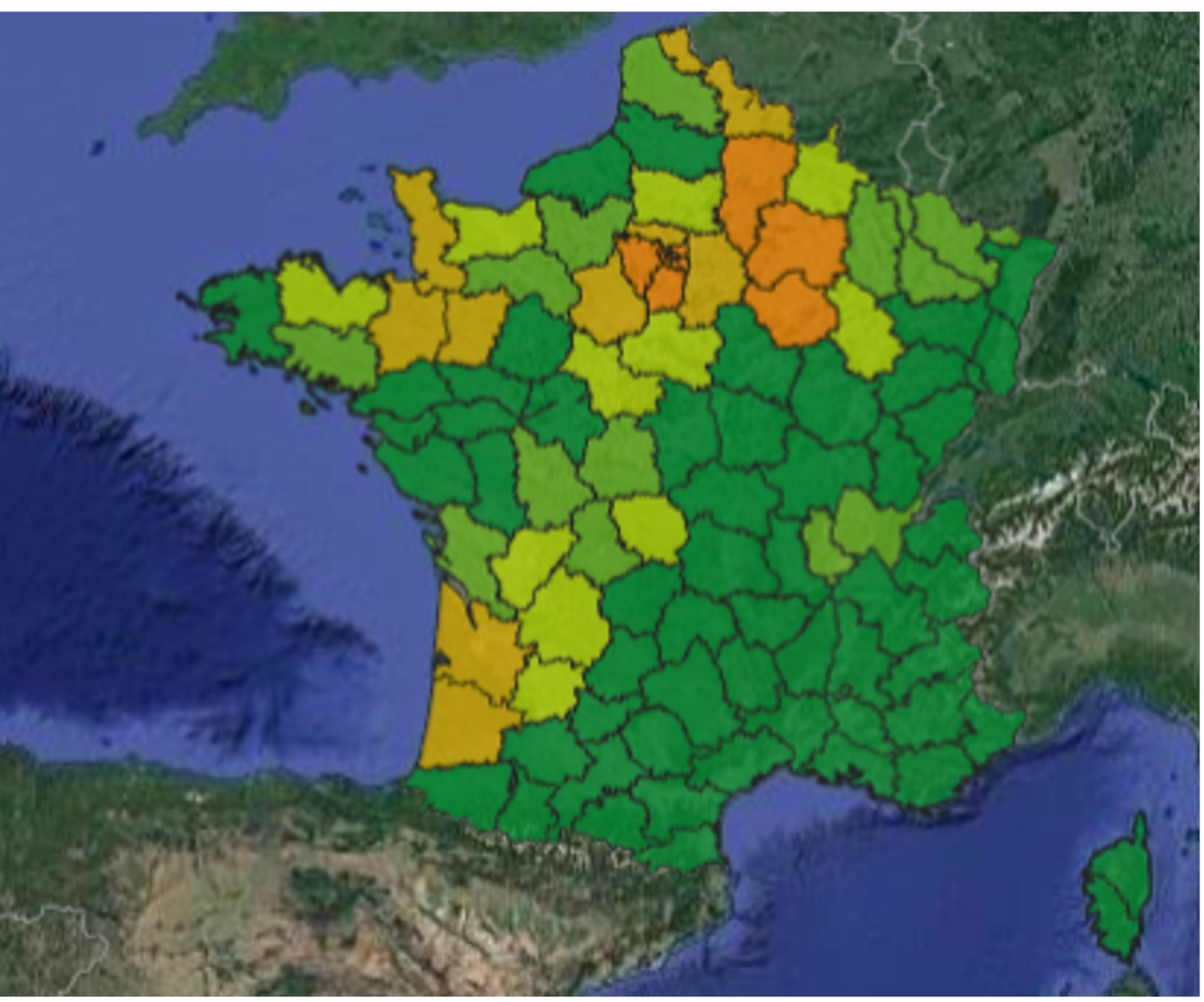


Risques et aléas climatiques : les inondations

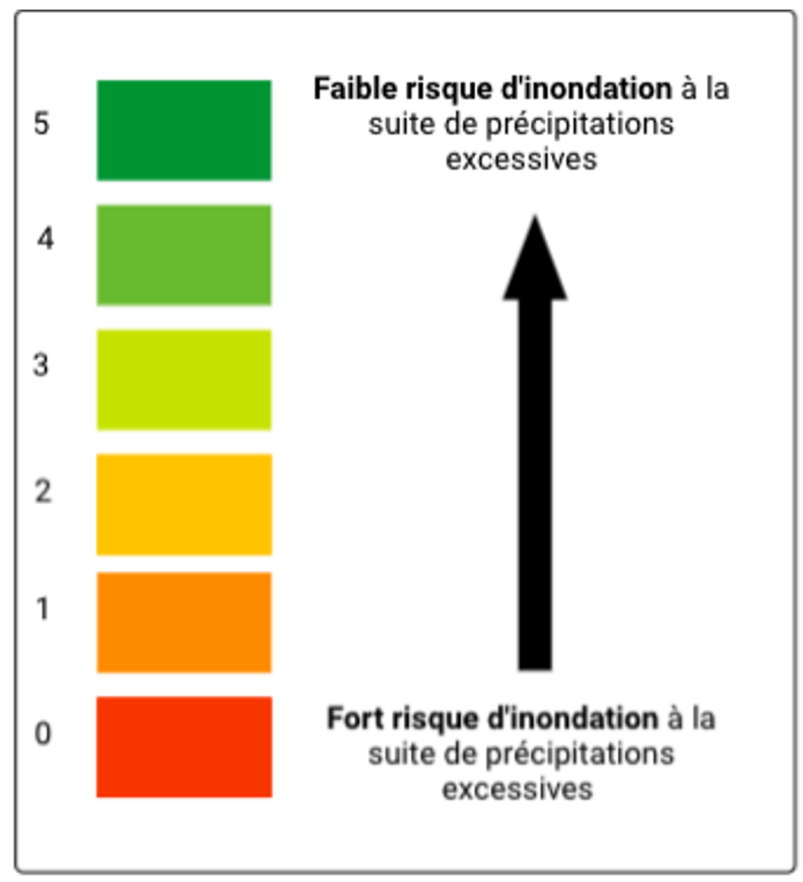
Les risques de gel, de grêle, de sécheresse, de canicule ou encore d'incendie ne sont pas les seuls à mettre la production agricole et les infrastructures en danger. Les inondations sont également des menaces pour les animaux et pour les cultures, et elles le sont d'autant plus quand elles succèdent à des épisodes de sécheresse qui ne permettent pas au sol d'absorber les surplus hydriques.

Cet indicateur caractérise la situation annuelle d'un département en termes de risques d'inondation et de pluviométrie excessive mesurées les années précédentes.

Les données sont traitées par [Risk Weather Tech]() et proviennent du Centre Européen de Prévision Météorologique (ECMWF) (2021) (données reçues le 22/07/2022).

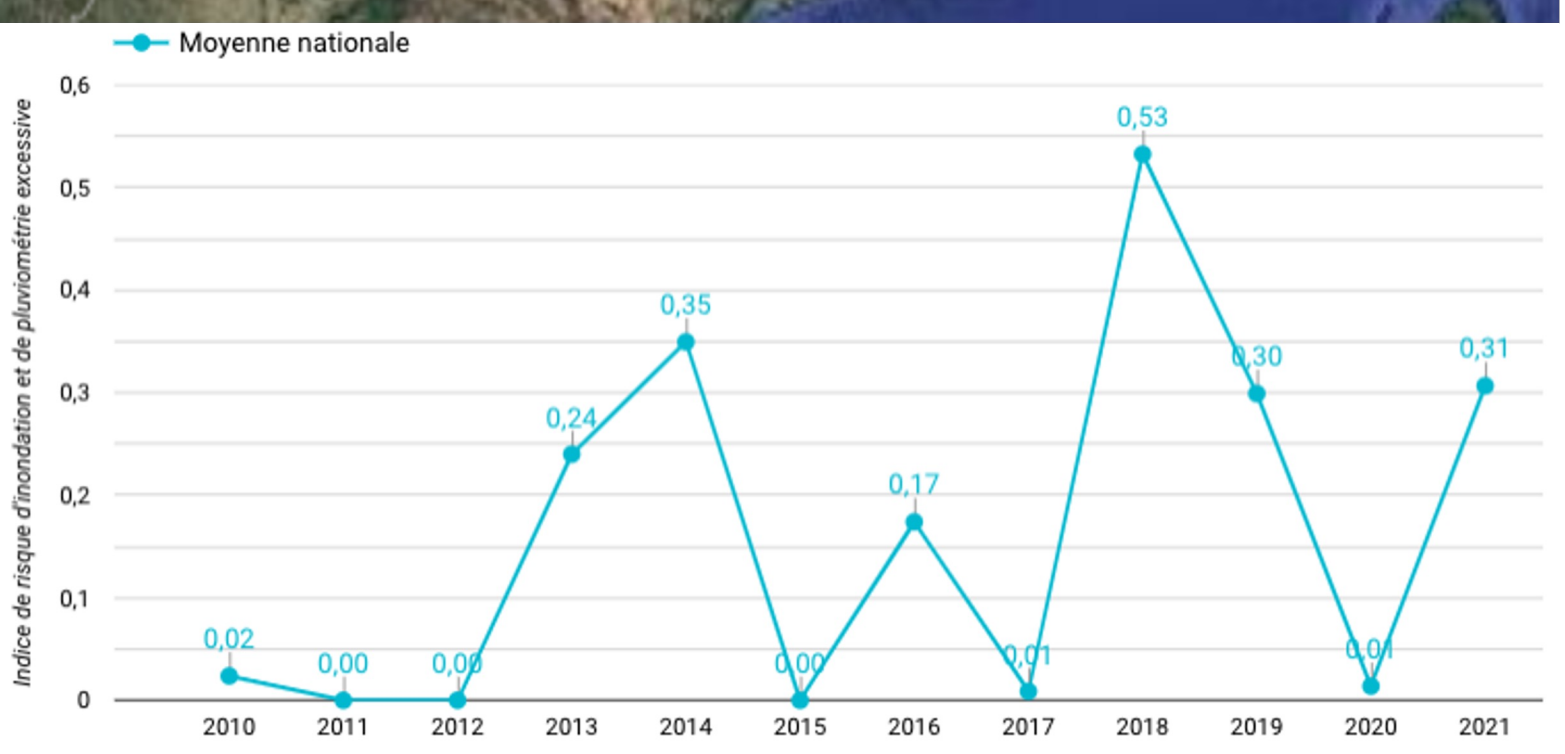


Légende



› Champ : France entière (hors DROM)

› Source : Données de réanalyse horaire ERA-5 du Centre Européen de Prévision Météorologique (ECMWF) (2021)



Évolution de l'indice de risque d'inondation et de pluviométrie excessive en France depuis 2010

La Ferme de Cussac, proche de Bergerac (24), va passer de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique, grâce au soutien de Fermes en Vie et de sa communauté d'investisseurs. **Agroforesterie, herbage, limitation des médicaments, circuit court…** Gabriel mettra ainsi en place des pratiques respectueuses de l'environnement et de son troupeau de 350 brebis.

Back To Earth est **un mouvement d'intelligence collective** qui promeut des projets ruraux innovants et organise des événements rassemblant des mondes qui se croisent peu. Leurs premières Rencontres Nationales du Retour à la Terre et aux Territoires se tiendront à Clermont-Ferrand les 9 et 10 novembre prochains.

Triple Performance est une **plateforme de partage de connaissances agroécologiques** opérée par Neayi. Elle regroupe des communautés d'agriculteur.trices et d'expert.es, afin de leur permettre de comprendre, d'évaluer puis d'échanger sur la pertinence d'une pratique avant de la mettre en œuvre.

Développé par l'entreprise GreenPods, La Granja est **un projet agricole régénératif en Occitanie** qui participe à l'adaptation du territoire au changement climatique tout en atténuant ce même changement climatique. Plus de 30 000 amandiers bio ont été plantés, ce qui en fait à ce jour **le plus gros verger certifié auprès du Label Bas Carbone**.

Le Réseau Les Bergers a mis en place **un système de parrainage** entre des néo-paysan.ne.s et des responsables d'exploitations rentables économiquement. Cet accompagnement, opérationnel et régulier, a pour objectif d'améliorer la rentabilité des **fermes maraîchères aux pratiques agroécologiques**.

Des actions citoyennes pour bâtir notre résilience

> J'achète des produits locaux et de saison : j'imprime un calendrier pour m'aider à bien choisir !

> J'épargne avec Terre de Liens qui préserve les terres agricoles.

>Je consomme l'eau du robinet et j'arrête les bouteilles en plastique.

> Je lutte contre le gaspillage alimentaire… en faisant des économies !

> Je participe à un atelier sur la Fresque du climat pour comprendre l'impact de mes actions au quotidien sur le dérèglement climatique.

> Je change de banque pour en choisir une éthique.

3 L'accès à une alimentation locale

L'alimentation de demain doit laisser plus de place au local. Les bénéfices sont multiples : une meilleure qualité des produits, la reconnexion entre consommateurs et producteurs et la création d'emplois !

La relocalisation de la production passe, entre autres, par la multiplication des circuits de proximité. Bonne nouvelle : ils touchent un français sur deux aujourd'hui (source : INRAE).

Rapprocher la fourche de la fourchette présente des enjeux économiques et environnementaux. Les Projets Alimentaires Territoriaux encadrent ces stratégies locales.

Pour faciliter l'accès à une alimentation locale, il faut adapter la chaîne de **la distribution mais aussi celle de la transformation**.

Moins un produit voyage, plus il est frais et plus il est possible d'investir dans sa qualité plutôt que dans sa logistique.

Le **bien-être sociétal** généré par la consommation locale est lui aussi important : il crée de la valeur et des emplois sur les territoires.

Pour en savoir plus

Lisez l'article de la chercheuse de l'INRAE Yuna Chiffoleau sur *l'alimentation de proximité*.

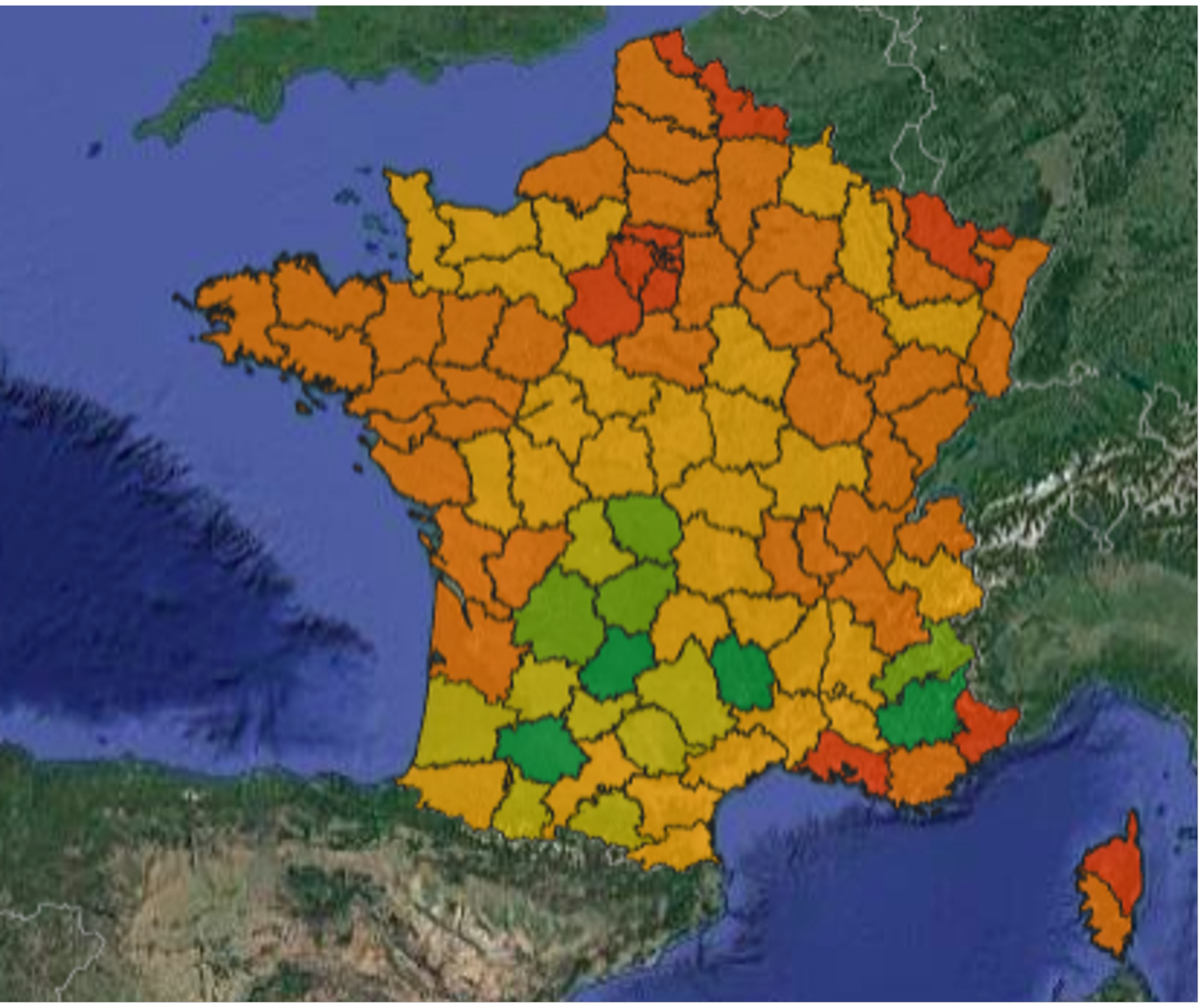
La présence de réseaux de distribution en circuit de proximité

Il en existe une multitude sur le territoire français, qu'il s'agisse des magasins de producteurs.trices, des marchés classiques de plein vent, de la vente directe à la ferme, des AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), des épiceries participatives ou encore des ruches.

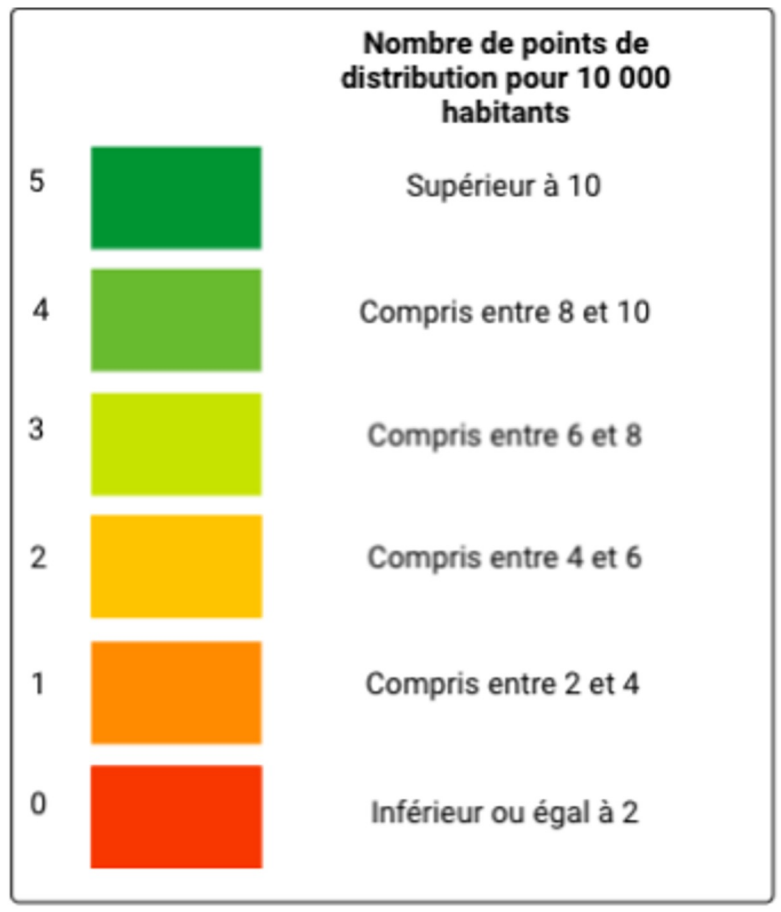
Près de 20 000 points de distribution en circuit de proximité sont référencés via ces réseaux : la carte présentée ici rapproche le nombre de points de vente du nombre de personnes habitant le département, afin de rendre compte de l'accessibilité du local.

L'accès à l'alimentation en circuit de proximité peut également se faire via les réseaux de la grande distribution ou par l'intermédiaire d'acteurs du numérique.

Les données proviennent de l'Observatoire des systèmes alimentaires territorialisés (ObSAT) du RMT Alimentation Locale en collaboration avec l'INRAE.



Légende



› **Champ :** France entière (hors DROM)

› **Source :** ObSAT - INRAE - RMT Alimentation Locale (sept. 2022)

La présence d'équipements de transformation

Moulins à céréales, légumeries, conserveries, ateliers collectifs de découpe ou encore abattoirs : les équipements de transformation constituent un maillon essentiel dans les chaînes alimentaires courtes de proximité.

À l'interface entre la production de céréales, l'élevage, les fermes maraîchères et l'artisanat, le commerce, la restauration commerciale ou collective, ces outils permettent de procéder à une première transformation des produits agricoles avant leur mise sur le marché.

La carte présente le nombre d'équipements par rapport au nombre d'exploitations.

Les données proviennent de [l'Observatoire des systèmes alimentaires territorialisés](#) (ObSAT) du [RMT Alimentation Locale](#) en collaboration avec l'INRAE.

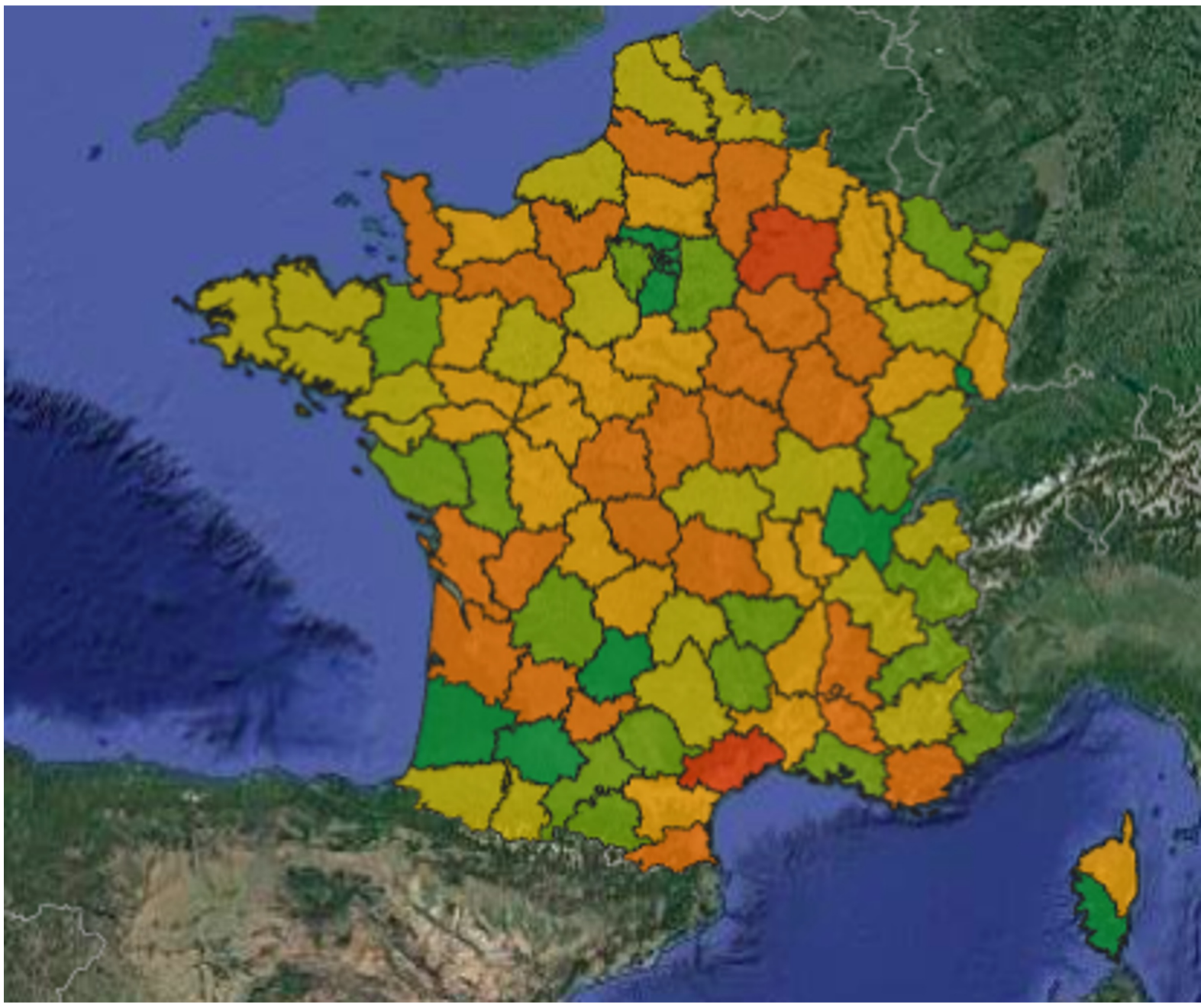
Légende

Nombre de points de transformation pour 1 000 exploitations

5	Supérieur à 15
4	Compris entre 10 et 15
3	Compris entre 7.5 et 10
2	Compris entre 5 et 7.5
1	Compris entre 2.5 et 5
0	Inférieur à 2.5

› **Champ :** France entière (hors DROM)

› **Source :** ObSAT - INRAE - RMT Alimentation Locale (sept. 2022)



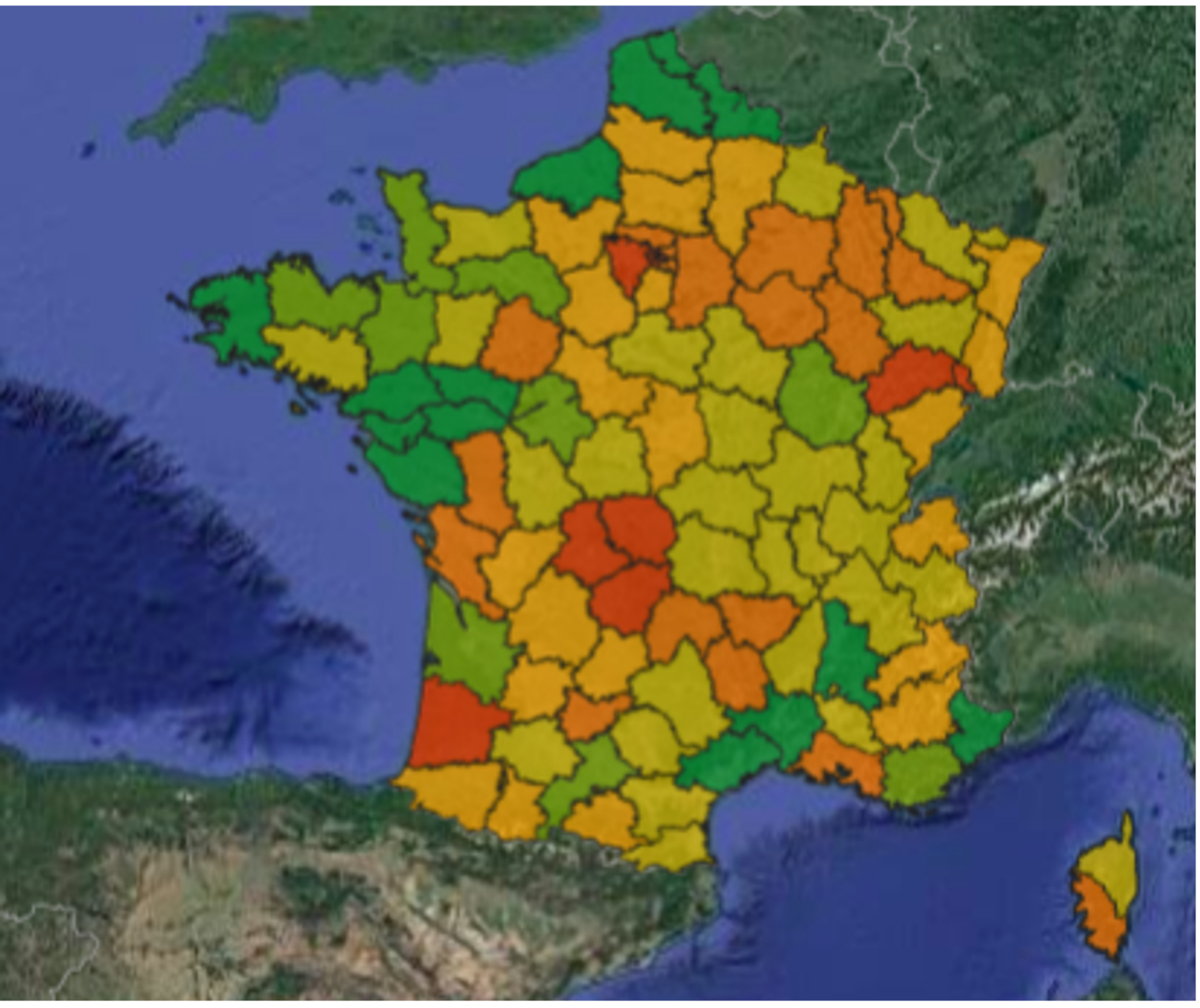
Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

Les PAT ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs.trices, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Pensés comme le cadre pour construire la résilience alimentaire des territoires, ils répondent à des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de santé publique.

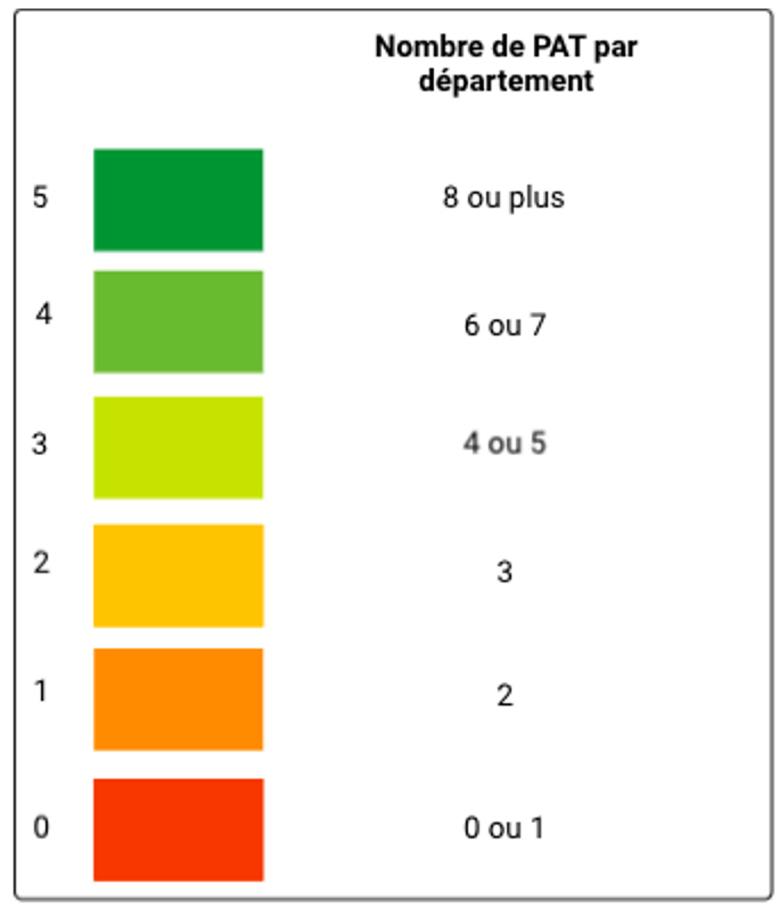
Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014, ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisan.nes, citoyen.nes, etc.).

Cette carte présente le nombre de PAT en déploiement sur le territoire national : au 30 juin 2022, il y en avait 384 en France métropolitaine reconnus par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Ces données proviennent de l'Observatoire National des PAT (OnPAT)
du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux (RNPAT)



Légende

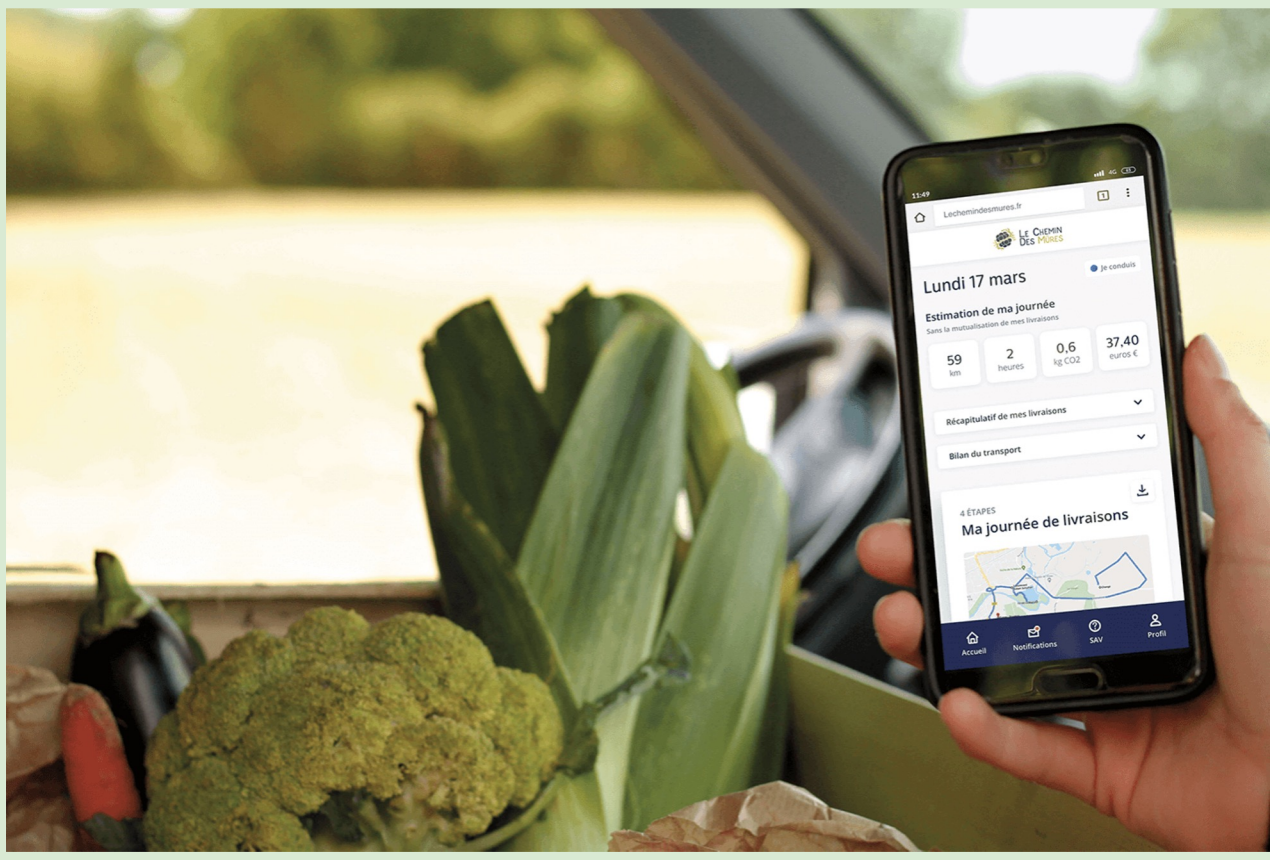


> Champ : France entière (hors DROM)

> Source : Observatoire OnPAT du Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux

Carte Blanche est une SCOP créée par des parents d'élèves et des cuisiniers, en zone rurale proche de Besançon. Elle a mis en place **une cantine locale en circuits courts** afin d'offrir aux enfants une cuisine familiale avec des produits locaux et sains. Pour que l'éducation et le plaisir à table ne soient pas mis entre parenthèses à la cantine !

Dans le cadre de son Projet Agricole et Alimentaire Territorial, la Côte d'Emeraude se projette avec Agriflux dans l'avenir de l'alimentation en modélisant les scénarios logistiques capables d'accompagner la transition locale durablement. L'enjeu est de mettre en place **une structure logistique territorialisée.**



À l'occasion du concours "Le Bon en Avant", des brigades menées par des chef·fe·s de cuisine et composées de producteurs.rice.s, cuisinier.ère.s et de restaurateur.rice.s se mettent autour de la table pour concevoir **un menu alliant qualité nutritionnelle, gustative et responsabilité écologique**. La finale nationale se tiendra le 5 décembre 2022.

Terra Banka est un projet ESS technologique qui conçoit des outils, des méthodes et des services pour développer la résilience alimentaire des territoires en partenariat avec l'ADEME et l'université Paris Dauphine. Ils ont créé le concept de Guilde Local® : **des structures où les acteurs.trices d'un territoire produisent, transforment et consomment localement.**

L'association Les Enfants Cuisinent (Groupe SOS), a conçu et développé un **camion permettant d'organiser des ateliers de cuisine et des démonstrations culinaires** sur l'ensemble du territoire d'Ile-de-France. L'objectif est d'investir les quartiers prioritaires de la ville pour sensibiliser les familles à l'importance de l'alimentation sur la santé.

Des actions citoyennes pour bâtir notre résilience

> Je m'inscris à une AMAP près de chez moi.

> J'encourage les nouveaux circuits courts en rejoignant une épicerie participative ou en achetant mes produits via le crowdfarming.

> Je vais récolter mes produits moi-même en trouvant une cueillette.

> Je m'inscris à un composteur collectif de quartier ou je contribue à en mettre un en place dans ma ville s'il n'y en a pas encore.

> Je sensibilise mes amis lors des repas en leur demandant d'où viennent les aliments qui me sont servis.

Méthodologie du Baromètre

> L'adéquation entre la production et les besoins d'un territoire

Cet indicateur CRATer représente la part des besoins du territoire qui pourrait en théorie être couverte par sa propre production.

Pour cela, les productions et les besoins du territoire sont analysés par groupe de cultures (céréales, oléoprotéagineux, fourrages, fruits et légumes, autres cultures, surfaces non cultivées) afin de calculer un taux de couverture théorique des besoins pour chaque groupe de culture selon la formule suivante :

taux_couverture_theorique_besoins [en %] = production [en ha] / besoins [en ha] * 100

Chaque note est pondérée par la part des besoins du groupe de culture dans les besoins totaux du territoire pour donner une note globale sur 10.

Aller plus loin...

> La population agricole : photographie et évolution

Cet indicateur CRATer utilise les données AGRESTE du nombre d'actifs agricoles permanents ainsi que l'historique des populations légales de l'INSEE sur la période 1988 à 2010.

Une note entre 0 et 10 est donnée pour évaluer la part d'actifs agricoles permanents dans la population, à laquelle on applique un bonus/malus de +/-2,5 points selon l'évolution de la part de population agricole entre 1988 et 2021.

Aller plus loin...

> La population agricole : la population installée en Bio

Cet indicateur de population agricole certifiée Agriculture Biologique de L'Agence Bio correspond au nombre de producteurs et productrices certifié.e.s par départements rangé au sein de six classes de 0 à 5.

Le graphique sous la carte indique quant à lui l'évolution depuis 2007 du nombre de producteurs et productrices en agriculture biologique pour chaque département.

Aller plus loin...

Méthodologie du Baromètre

> La politique foncière : surface agricole et artificialisation

Cet indicateur repose pour moitié sur l'état des lieux du territoire via la surface agricole disponible par habitant.e, et pour l'autre moitié sur la dynamique d'évolution via la capacité à contenir l'artificialisation par rapport à l'objectif "Zéro artificialisation nette" défini dans le plan biodiversité du 4 juillet 2018.

La note de la surface agricole par habitant.e est bornée entre 0 et 10 et est obtenue par interpolation. La note de 5 correspond à 1 700m2/hab et la note de 10 à 4 000m2/hab.

Pour la note sur le rythme d'artificialisation des terres agricoles, la note 0 correspond à la moyenne française et la note 10 correspond à zéro artificialisation.

Aller plus loin...

> Les pratiques agricoles durables : la certification Agriculture Biologique

Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mise en œuvre des pratiques agricoles durables au niveau des territoires. Il repose sur la mesure de la surface agricole utile en Agriculture Biologique dans chaque département et la met en regard de la surface totale du département.

Un département peut ainsi avoir une surface agricole importante pour un nombre d'habitant.e.s donné mais un moins bon score quand il s'agit de comparer la surface totale des terres agricoles conduites en agriculture biologique.

Aller plus loin...

> Risques et aléas climatiques : les incendies

Cet indicateur repose sur le traitement des données BDIFF du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation qui totalisent les superficies brûlées par année et par département. Les catégories les plus importantes correspondent aux départements dont la surface brûlée est faible en comparaison des autres départements.

> Risques et aléas climatiques : la sécheresse des sols

Cet indicateur repose sur le traitement des données journalières d'humidité des sols calculées par le Centre Européen de Prévision des Crues (EFAS). Il permet d'observer l'écart entre la valeur moyenne d'humidité des sols chaque trimestre avec l'humidité moyenne du même trimestre sur la période 1991-2021. Une catégorie faible correspond à une situation plus sèche que la normale et inversement une catégorie élevée correspond à une situation plus humide.

Le graphique montre l'évolution de l'écart entre la valeur moyenne d'humidité des sols chaque trimestre avec l'humidité moyenne du même trimestre sur la période 1991-2021 : une valeur plus faible indique un niveau d'humidité plus faible, ie. un niveau de sécheresse plus important.

Méthodologie du Baromètre

> Risques et aléas climatiques : les inondations

Cet indicateur repose sur l'analyse saisonnière des données de réanalyse horaire ERA-5 du Centre Européen de Prévision Météorologique (ECMWF). Il totalise, pour chaque année, le nombre de saisons où la pluviométrie dépasse une période de retour de 20 ans, en moyenne sur chaque département.

Une note entre 0 et 4 est obtenue et caractérise la situation annuelle d'un département en termes de risques d'inondation ou de pluviométrie excessive. Aucun département n'entre dans la catégorie la plus à risque (notre entre 1,5 et 4). Le graphique montre les évolutions du risque d'inondation ou de pluviométrie excessive : une note plus élevée signifie un risque plus important.

Il convient toutefois de ne pas négliger une faible note puisqu'une note de 1 correspond déjà à un événement d'un intensité telle qu'il n'apparaît statistiquement que tous les 20 ans.

> La présence de réseaux de distribution en circuit de proximité

Cet indicateur agrège 15 000 points de distribution alimentaire en vente directe (marché de plein vent, vente à la ferme, magasin de producteur, groupement d'achat…). Ces données sont collectées par l'Observatoire des systèmes alimentaires territorialisé du RMT Alimentation locale en collaboration avec l'INRAE, depuis 2018, qui se donne pour objectif d'en faire un recensement exhaustif sur tout le territoire.

L'échelle en 6 classes indique pour chaque département le nombre moyen de points de distribution alimentaire en vente directe pour 1 000 habitant.e.s sur la période 2018-2019. Les données sont en cours d'actualisation, d'enrichissement et d'élargissement à la vente avec un intermédiaire.

Aller plus loin…

> La présence d'équipements de transformation

Cet indicateur présente l'agrégation de données sur les moulins, les abattoirs, les ateliers de transformation, notamment les légumeries et les ateliers de découpe, collectées par l'Observatoire des systèmes alimentaires territorialisés du RMT Alimentation locale en collaboration avec l'INRAE, depuis 2018.

L'échelle indique le nombre d'équipements rapporté au nombre d'exploitations agricoles. D'autres types d'équipements, notamment logistiques, viendront bientôt enrichir cet indicateur.

Aller plus loin…

> Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

Cet indicateur agrège les données les plus récentes sur les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT). Il présente le nombre de PAT mis en place par département et établit un score relatif des départements entre eux.

Aller plus loin…

Manifeste

La crise sanitaire que nous avons traversée a bousculé notre modèle social, contraint nos modes de vie et mis sous tension nos productions agricoles. Pour les un.e.s, elle nous rappelle **la vulnérabilité de notre système alimentaire** déjà mis à rude épreuve par la crise climatique qui s'accélère ; pour d'autres, elle la révèle. Pour tou.te.s, cette crise nous invite inexorablement à nous réinventer.

L'alimentation de demain doit être résiliente. Elle sera pensée pour nos territoires, adaptée à leurs spécificités. Demain, l'agriculture sera plus **économe** en intrants et plus résistante au changement climatique, les circuits logistiques seront plus **courts** et mieux organisés, les productions des territoires plus **diversifiées**, la transformation plus **proche** de la ferme et les métiers mieux **valorisés**. Tous les maillons de la chaîne seront **complémentaires**. Il apparaît désormais vital de relever ces défis.

Depuis le début de la crise du Covid, des voix se sont élevées pour appeler à bâtir l'agriculture et l'alimentation de demain. Nous les avons entendues ! Mais nous ne les avions pas attendues.

Quelques solutions existent déjà : nous les mettons en œuvre. Nos actions étaient jusqu'ici isolées. Il nous semble désormais essentiel de nous **regrouper** afin de porter et partager nos idées, nos retours d'expériences, nos projets pour l'avenir. Notre ambition : **former un réseau d'acteurs et d'actrices engagé.e.s pour la résilience alimentaire de nos territoires**. Il est temps de s'organiser collectivement pour permettre à ce nouvel écosystème prometteur de se déployer… et aux futurs d'émerger.

Nos initiatives ont un objectif commun : celui du **passage à l'échelle**. Le temps de l'expérimentation est derrière nous, nous travaillons maintenant pour atteindre l'objectif de 50% de la consommation alimentaire produite localement.

Chaque maillon de la chaîne de valeur est crucial pour co-construire ce nouveau système alimentaire. Ainsi, nous appelons à se joindre à nous les acteurs du monde agricole de demain et les porteurs et porteuses de projet (de l'amont agricole aux distributeurs), les élu.e.s et les fonctionnaires, les citoyen.ne.s qui souhaiteraient accueillir un déploiement de nos solutions sur leur territoire.

Ensemble, soyons à la hauteur des enjeux !

Les adhérents du CNRA

En collaboration avec :

Les Greniers d'Abondance

INRAE

L'AGENCE BiO

Rn PAT
Réseau national
Pour un **Projet Alimentaire Territorial**
Co-construit et partagé

RMT
Alimentation Locale

Risk Weather Tech

GroupeSOS
Entreprendre au profit de tous

1er BAROMÈTRE DE LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Des acteurs engagés pour la filière locale

Édition 2022
Présentée lors de la Journée Parlementaire pour la Résilience Alimentaire du 12 octobre 2022